

Rapport financier et
Etats financiers condensés
non audités du 1^{er} trimestre
clos le 31 mars 2014

**15 mai
2014**

vivendi

VIVENDI

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 7 367 854 620,50 €

Siège Social : 42 avenue de Friedland – 75380 PARIS CEDEX 08

CHIFFRES CLES CONSOLIDES	4
I- RAPPORT FINANCIER POUR LE PREMIER TRIMESTRE 2014	5
1 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS	5
1.1 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DE LA PERIODE	5
1.2 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	8
2 ANALYSE DES RESULTATS	9
2.1 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE ET COMPTE DE RESULTAT AJUSTE	9
2.2 ANALYSE DES RESULTATS	10
3 ANALYSE DES FLUX DE TRESORERIE OPERATIONNELS	13
4 ANALYSE DES PERFORMANCES DES METIERS	15
4.1 CHIFFRE D'AFFAIRES ET RESULTAT OPERATIONNEL AJUSTE PAR METIER	16
4.2 COMMENTAIRES SUR LES PERFORMANCES OPERATIONNELLES DES METIERS	16
5 TRESORERIE ET CAPITAUX	18
5.1 SYNTHESE DE L'EXPOSITION DE VIVENDI AUX RISQUES DE CREDIT ET DE LIQUIDITE	18
5.2 ENDETTEMENT FINANCIER NET AU 31 MARS 2014	19
5.3 ANALYSE DE L'EVOLUTION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	20
5.4 EVOLUTION DES FINANCEMENTS	20
6 DECLARATIONS PROSPECTIVES	21
II- ANNEXES AU RAPPORT FINANCIER : DONNEES FINANCIERES COMPLEMENTAIRES NON AUDITEES	22
1 RESULTAT OPERATIONNEL AJUSTE (EBITA) ET RESULTAT NET AJUSTE	22
2 RETRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPARATIVE	23
3 COMMENTAIRES SUR LES PERFORMANCES OPERATIONNELLES DE SFR	27
4 CHIFFRE D'AFFAIRES ET RESULTAT OPERATIONNEL AJUSTE PAR METIER – DONNEES TRIMESTRIELLES 2014 ET 2013	28
III- ETATS FINANCIERS CONSOLIDES DU PREMIER TRIMESTRE CLOS LE 31 MARS 2014	30
COMPTE DE RESULTAT CONDENSE	30
TABLEAU DU RESULTAT GLOBAL CONDENSE	31
BILAN CONDENSE	32
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONDENSES	33
TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONDENSES	34
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	37
NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION	37
NOTE 2 PRINCIPAUX MOUVEMENTS DE PERIMETRE	38
NOTE 3 INFORMATION SECTORIELLE	38
NOTE 4 COUT DU FINANCEMENT	42
NOTE 5 IMPOT	42
NOTE 6 ACTIVITES CEDEES OU EN COURS DE CESSION	42
NOTE 7 RESULTAT PAR ACTION	48
NOTE 8 EMPRUNTS ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS	49
NOTE 9 ENGAGEMENTS	50
NOTE 10 LITIGES	51
NOTE 11 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	51
NOTE 12 RETRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPARATIVE	52

Chiffres clés consolidés

Note préliminaire :

Le 5 avril 2014, le Conseil de surveillance de Vivendi a décidé de retenir l'offre d'Altice/Numericable pour la cession de SFR. En conséquence, à compter du premier trimestre 2014, en application de la norme IFRS 5, SFR est présenté dans les états financiers consolidés de Vivendi comme une activité en cours de cession.

Pour mémoire, le 11 octobre 2013, Vivendi a déconsolidé Activision Blizzard suite à la cession de 88 % de sa participation et le 14 mai 2014, Vivendi va finaliser la cession de sa participation de 53 % dans le groupe Maroc Telecom. En conséquence, à compter du deuxième trimestre 2013 et en application de la norme IFRS 5, le groupe Maroc Telecom et Activision Blizzard sont présentés dans les états financiers consolidés de Vivendi comme des activités cédées ou en cours de cession.

Pour plus d'informations sur les retraitements effectués, se reporter à l'annexe 2 du rapport financier et la note 12 de l'annexe aux états financiers condensés du premier trimestre clos le 31 mars 2014.

Ces retraitements sont appliqués à l'ensemble des périodes présentées dans le tableau des chiffres clés consolidés *infra* pour les données issues des comptes de résultat et des tableaux de flux de trésorerie :

	Trimestres clos le 31 mars (non audités)		Exercices clos le 31 décembre			
	2014	2013	2013	2012	2011	2010
Données consolidées						
Chiffre d'affaires	2 722	2 826	11 962	11 313	10 510	10 180
Résultat opérationnel ajusté (EBITA) (a)	268	301	1 360	1 562	1 482	1 279
Résultat net, part du groupe	431	534	1 967	1 79	2 681	2 198
Résultat net ajusté (ANI) (a)	161	134	728	667	602	710
Endettement financier net (a)	11 242	13 193	11 097	13 419	12 027	8 073
Capitaux propres	19 623	22 546	19 030	21 291	22 070	28 173
Dont Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Vivendi SA	17 964	19 360	17 457	18 325	19 447	24 058
Investissements industriels, nets (capex, net) (b)	(297)	(354)	(1 014)	(1 240)	(1 012)	(753)
Flux nets de trésorerie opérationnels (CFFO) (a)	2	135	803	520	751	911
Investissements financiers	(129)	(24)	(111)	(1 689)	(291)	(687)
Désinvestissements financiers	(12)	44	3 471	201	4 205	1 494
Dividendes versés au titre de l'exercice précédent	na	na	1 325	1 245	1 731	1 721
Données par action						
Nombre d'actions moyen pondéré en circulation	1 340,8	1 322,5	1 330,6	1 298,9	1 281,4	1 273,8
Résultat net ajusté par action	0,12	0,10	0,55	0,51	0,47	0,56
Nombre d'actions en circulation à la fin de la période (hors titres d'autocontrôle)	1 342,7	1 322,9	1 339,6	1 322,5	1 287,4	1 278,7
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Vivendi SA par action	13,38	14,63	13,03	13,86	15,11	18,81
Dividende versé au titre de l'exercice précédent par action	na	na	1,00	1,00	1,40	1,40

Données en millions d'euros, nombre d'actions en millions, données par action en euros.

na : non applicable.

- Vivendi considère que le résultat opérationnel ajusté (EBITA), le résultat net ajusté (ANI), l'endettement financier net et les flux nets de trésorerie opérationnels (CFFO), mesures à caractère non strictement comptable, sont des indicateurs pertinents des performances opérationnelles et financières du groupe. Chacun de ces indicateurs est défini dans le rapport financier ou à défaut dans son annexe. Ils doivent être considérés comme une information complémentaire qui ne peut se substituer à toute autre mesure des performances opérationnelles et financières à caractère strictement comptable, telles que présentées dans les états financiers consolidés et leurs notes annexes, ou citées dans le rapport financier. De plus, il convient de souligner que d'autres sociétés peuvent définir et calculer ces indicateurs de manière différente. Il se peut donc que les indicateurs utilisés par Vivendi ne puissent être directement comparés à ceux d'autres sociétés.
- Correspondent aux sorties nettes de trésorerie liées aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

I- Rapport financier pour le premier trimestre 2014

Notes préliminaires :

Le 12 mai 2014, le présent rapport financier et les états financiers condensés non audités du premier trimestre clos le 31 mars 2014 ont été arrêtés par le Directoire. Ils ont été examinés par le Comité d'audit du 14 mai 2014.

Le rapport financier pour le premier trimestre 2014 se lit en complément du rapport financier de l'exercice clos le 31 décembre 2013 tel qu'il figure dans le Rapport annuel - Document de référence 2013 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 14 avril 2014 (« Document de référence 2013 », pages 175 et suivantes).

1 Événements significatifs

1.1 Événements significatifs intervenus au cours de la période

1.1.1 Projet de cession de SFR

Le 5 mars 2014, Vivendi a reçu deux offres engageantes de prise de contrôle majoritaire de sa filiale SFR. Ces offres émanaient d'Altice, maison-mère de Numericable, et du Groupe Bouygues. Elles étaient adossées à des engagements de financement. Le 14 mars 2014, le Conseil de surveillance de Vivendi a étudié les deux offres et a décidé d'entrer en négociations exclusives avec Altice pour une période de trois semaines. L'offre d'Altice prévoyait un paiement à Vivendi de 11,75 milliards d'euros, l'attribution de 32 % du capital de l'entité cotée combinée et la sortie de Vivendi selon des modalités programmées.

Au cours de ses séances des 4 et 5 avril 2014, le Conseil de surveillance de Vivendi a pris connaissance du résultat des négociations menées avec Altice/Numericable, dans le cadre de l'exclusivité réciproque accordée le 14 mars, en vue d'un rapprochement entre SFR et Numericable et a décidé, à l'unanimité, de retenir l'offre révisée d'Altice/Numericable qui représente une valeur d'entreprise totale supérieure à 17 milliards d'euros, soit un multiple de 7,0 fois l'EBITDA estimé pour 2014. Les principales caractéristiques de cette offre sont les suivantes :

Paiement en numéraire à la date de réalisation	13,5 milliards d'euros
Participation de Vivendi dans l'entité combinée	20 % (société cotée)
Participation d'Altice dans l'entité combinée	60 % pour Altice (flottant = 20 %)
Liquidité	<ul style="list-style-type: none"> - Période d'incessibilité de 1 an suivant la finalisation de l'opération. - Promesse de vente à Altice à valeur de marché (assortie d'une valeur minimale^(*)) sur la participation détenue par Vivendi en plusieurs tranches (7 %, 7 %, 6 %) sur une période de 1 mois commençant respectivement le 19^{ème}, le 31^{ème} et le 43^{ème} mois suivant la finalisation de l'opération. - Possibilité de vendre ou distribuer des titres cotés avec un droit de préemption d'Altice.
Complément de prix	Complément de prix potentiel de 750 millions d'euros si (EBITDA - Capex) de l'entité combinée est au moins égal à 2 milliards d'euros au cours d'un exercice.
Financement	<ul style="list-style-type: none"> - Endettement de l'entité combinée de 11,6 milliards d'euros. - Engagement initial des banques refinancé le 23 avril 2014 sous forme d'obligations (7,8 milliards d'euros) et de dette bancaire (3,8 milliards d'euros).
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> - Participation minoritaire de Vivendi au Conseil d'administration. - Droit de veto sur certaines décisions sous réserve d'une détention par Vivendi de 20 % du capital de l'entité combinée.

() Moyenne pondérée par les volumes du cours de bourse de Numericable sur les 20 jours de bourse précédant la date de réalisation de l'opération, majoré d'un taux annuel de 5 % sur la période allant de la date de réalisation à la notification de l'exercice de la promesse de vente.*

Dans le cadre d'un nouvel engagement d'exclusivité réciproque avec Altice/Numericable, la finalisation de cette opération est soumise aux procédures de consultation des instances représentatives du personnel de Numericable, Vivendi et SFR sur le projet proposé par

Altice/Numericable et d'obtention des autorisations des autorités administratives compétentes. Cette opération devrait être finalisée d'ici fin 2014.

Cette décision met un terme au projet de mise en bourse de SFR.

Dans les états financiers condensés du premier trimestre clos le 31 mars 2014, Vivendi a considéré que les conditions d'application de la norme IFRS 5 au projet de cession de SFR étaient réunies, compte tenu de l'échéance attendue pour la réalisation effective de cette opération.

La plus-value de cession de SFR sera déterminée comme la différence entre le prix de cession de 100 % de SFR (paiement en numéraire de 13,5 milliards d'euros et valeur de la participation résiduelle dans l'entité combinée estimée à 3,0 milliards d'euros, hors complément de prix éventuel) et l'actif net de SFR dans les comptes de Vivendi à la date de perte de contrôle. La plus-value sera comptabilisée après la finalisation de la cession et présentée en « Résultat net des activités cédées ou en cours de cession » ; sur la base du bilan de SFR au 31 mars 2014 et sans prendre en considération le complément de prix éventuel (750 millions d'euros), la plus-value est estimée à environ 3,7 milliards d'euros (après impôt).

1.1.2 Cession du groupe Maroc Telecom

Le 14 mai 2014, conformément aux accords conclus en novembre 2013, Vivendi va céder à Etisalat sa participation de 53 % dans le groupe Maroc Telecom et va encaisser un produit de cession en numéraire de 4 138 millions d'euros, après ajustement contractuel de prix (49 millions d'euros). Les accords de cession incluront des garanties et conditions habituelles dans ce type d'opération, décrites dans la note 6 de l'annexe aux états financiers condensés du premier trimestre clos le 31 mars 2014.

Dans les comptes condensés de Vivendi pour le premier trimestre 2014, le groupe Maroc Telecom est comptabilisé comme une activité en cours de cession, conformément à la norme IFRS 5.

A compter du 14 mai 2014, Vivendi aura perdu le contrôle et déconsolidera le groupe Maroc Telecom. La plus-value de cession sera déterminée comme la différence entre le produit de cession et l'actif net du groupe Maroc Telecom dans les comptes de Vivendi à la date de perte de contrôle. En outre, conformément aux normes IFRS, les écarts de conversion et autres éléments directement comptabilisés en capitaux propres liés au groupe Maroc Telecom seront recyclés en résultat (soit une perte d'environ 58 millions d'euros au 31 mars 2014). La plus-value sera comptabilisée au deuxième trimestre de l'exercice 2014 et présentée en « Résultat net des activités cédées ou en cours de cession » ; sur la base du bilan au 31 mars 2014, elle est estimée à environ 786 millions d'euros (après impôt).

1.1.3 Incidences sur les comptes consolidés

En application de la norme IFRS 5 - *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, SFR, le groupe Maroc Telecom et Activision Blizzard sont présentés dans les états financiers consolidés de Vivendi comme des activités cédées ou en cours de cession selon les modalités suivantes :

- **SFR** : le 5 avril 2014, le Conseil de surveillance de Vivendi a décidé de retenir l'offre d'Altice/Numericable pour la cession de SFR. A compter du premier trimestre 2014, SFR est présenté dans le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie consolidés comme une activité en cours de cession. En outre, sa contribution à chaque ligne du bilan consolidé de Vivendi au 31 mars 2014 est regroupée sur les lignes « Actifs des métiers cédés ou en cours de cession » et « Passifs associés aux actifs des métiers cédés ou en cours de cession ».
- **Groupe Maroc Telecom** : le 14 mai 2014, Vivendi va finaliser la cession de sa participation de 53 % dans le groupe Maroc Telecom. Le groupe Maroc Telecom est présenté dans le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie consolidés comme une activité en cours de cession. En outre, sa contribution à chaque ligne du bilan consolidé de Vivendi aux 31 mars 2014 et 31 décembre 2013 est regroupée sur les lignes « Actifs des métiers cédés ou en cours de cession » et « Passifs associés aux actifs des métiers cédés ou en cours de cession ».
- **Activision Blizzard** : le 11 octobre 2013, Vivendi a déconsolidé Activision Blizzard suite à la cession de 88 % de sa participation. Activision Blizzard est présenté dans le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie consolidés comme une activité en cours de cession.

Ces retraitements sont présentés dans l'annexe 2 du rapport financier et la note 12 de l'annexe aux états financiers condensés du premier trimestre clos le 31 mars 2014.

Se reporter à la note 6 de l'annexe aux états financiers condensés premier trimestre clos le 31 mars 2014 pour SFR et le groupe Maroc Telecom et à la note 7.1 de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013 – pages 252 à 254 du Document de référence 2013 pour Activision Blizzard.

1.1.4 Groupe Canal+

Acquisition de 51 % de Mediaserv

Conformément à l'accord annoncé le 12 juillet 2013, et après avoir reçu l'accord de l'Autorité de la concurrence le 10 février 2014, Canal+ Overseas a finalisé, le 13 février 2014, l'acquisition de 51 % de Mediaserv, opérateur télécom en outremer.

Droits de diffusion exclusifs du Championnat de France de rugby

Le 14 janvier 2014, Groupe Canal+ a remporté les droits de diffusion exclusifs du Championnat de France de rugby « TOP 14 » pour cinq saisons (2014/2015 à 2018/2019). Ces droits portent sur l'intégralité des matches du TOP 14, sur tous les supports et dans tous les territoires.

1.1.5 SFR

Accord de mutualisation d'une partie des réseaux mobiles de SFR

Le 31 janvier 2014, SFR et Bouygues Telecom ont conclu un accord stratégique de mutualisation et vont déployer un nouveau réseau d'accès mobile partagé dans une zone correspondant à 57 % de la population. Cet accord va permettre aux deux opérateurs d'améliorer leur couverture mobile et de réaliser des économies significatives dans le temps.

L'accord repose sur deux principes :

- d'une part, la création d'une société commune, pour gérer le patrimoine des sites radio mis en commun ;
- d'autre part, la prestation de service de « *RAN-sharing* » rendue mutuellement par les opérateurs en 2G, 3G et 4G sur le territoire partagé.

Cet accord de mutualisation s'inscrit dans la lignée des nombreux dispositifs du même type déjà mis en œuvre dans d'autres pays européens. Chaque opérateur conservera une capacité d'innovation autonome ainsi qu'une indépendance commerciale et tarifaire totale. L'accord de mutualisation est entré en vigueur à sa signature et devrait aboutir à la finalisation du réseau cible fin 2017.

Acquisition de Groupe Telindus France

Suite aux négociations exclusives initiées le 13 février 2014, Vivendi et Belgacom ont signé le 28 mars 2014 un accord portant sur l'acquisition de 100 % des titres de sa filiale Groupe Telindus France, un des leaders français sur le marché de l'intégration télécoms et réseaux, pour un montant total de 95 millions d'euros. L'opération a été finalisée le 30 avril 2014 suite à l'accord de l'Autorité de la concurrence.

1.2 Événements postérieurs à la clôture

Les principaux événements intervenus entre le 31 mars et le 12 mai 2014 (date de la réunion du Directoire de Vivendi arrêtant les comptes du premier trimestre clos le 31 mars 2014) sont les suivants :

- Le 4 avril 2014, Groupe Canal+ a remporté deux lots premium des droits de diffusion du Championnat de France de football de Ligue 1 pour quatre saisons (2016/2017 à 2019/2020) pour un montant global de 2 160 millions d'euros (soit 540 millions d'euros par saison).
- Le 5 avril 2014, le Conseil de surveillance de Vivendi a décidé de retenir l'offre d'Altice/Numericable pour la cession de SFR (se reporter à la section 1.1.1).
- Le 8 avril 2014, UMG a acquis 100 % de Eagle Rock Entertainment Group Limited, producteur et distributeur indépendant de programmes musicaux pour DVD, la télévision et les médias numériques.
- Le 11 avril 2014, Groupe Canal+ a remporté un lot premium des droits de diffusion de la Ligue des Champions pour trois saisons (2015/2016 à 2017/2018).
- Le 24 avril 2014, le Conseil de surveillance de Vivendi a décidé, sur proposition du Directoire, de soumettre à l'Assemblée générale des actionnaires du 24 juin 2014 la distribution à titre ordinaire de 1 euro par action, prélevée sur les primes d'émission, soit 0,50 euro au titre de la performance de 2013 et 0,50 euro au titre du retour aux actionnaires, représentant un montant de 1,34 milliard d'euros. La mise en paiement de cette distribution interviendra le 30 juin 2014. Le Conseil de surveillance a en outre prévu d'utiliser une part significative du numéraire disponible, à hauteur d'un montant de 3,5 milliards d'euros, sous la forme de dividendes et/ou de rachats d'actions en 2014/2015. Au total, le montant reversé aux actionnaires devrait s'élever à près de 5 milliards d'euros.
Par ailleurs, le groupe entend conserver son rating au niveau BBB/Baa2, perspective « stable », relevée en avril 2014 après l'annonce de la vente de SFR.
- Le 30 avril 2014, l'acquisition de Groupe Telindus France a été finalisée suite à l'accord de l'Autorité de la concurrence.
- Le 8 mai 2014, Vivendi a annoncé la finalisation le 14 mai 2014 de la cession de sa participation de 53 % dans le groupe Maroc Telecom (se reporter à la section 1.1.2).

2 Analyse des résultats

Note préliminaire :

Le 5 avril 2014, le Conseil de surveillance de Vivendi a décidé de retenir l'offre d'Altice / Numericable pour la cession de SFR. En conséquence, à compter du premier trimestre 2014, en application de la norme IFRS 5, SFR est présenté dans les états financiers consolidés de Vivendi comme une activité en cours de cession.

Pour mémoire, le 11 octobre 2013, Vivendi a déconsolidé Activision Blizzard suite à la cession de 88 % de sa participation et le 14 mai 2014, Vivendi va finaliser la cession de sa participation de 53 % dans le groupe Maroc Telecom. En conséquence, à compter du deuxième trimestre 2013 et en application de la norme IFRS 5, le groupe Maroc Telecom et Activision Blizzard sont présentés dans les états financiers consolidés de Vivendi comme des activités cédées ou en cours de cession.

En pratique, les produits et charges de ces trois métiers ont été traités de la manière suivante :

- leur contribution jusqu'à leur cession effective, le cas échéant, à chaque ligne du compte de résultat consolidé de Vivendi (avant intérêts minoritaires) est regroupée sur la ligne « Résultat net des activités cédées ou en cours de cession » ;
- conformément à la norme IFRS 5, ces retraitements sont appliqués à l'ensemble des périodes présentées afin de rendre l'information homogène ;
- leur quote-part de résultat net est exclue du résultat net ajusté de Vivendi.

Les retraitements des données telles que publiées dans le Document de référence 2013 sont présentés dans l'annexe 2 du rapport financier et la note 12 de l'annexe aux états financiers condensés du premier trimestre clos le 31 mars 2014.

2.1 Compte de résultat consolidé et compte de résultat ajusté

	COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ				COMPTE DE RÉSULTAT AJUSTÉ			
	Trimestres clos le 31 mars		Trimestres clos le 31 mars		Trimestres clos le 31 mars		Trimestres clos le 31 mars	
	2014	2013 (a)	2014	2013 (a)	2014	2013 (a)	2014	2013 (a)
Chiffre d'affaires	2 722	2 826	2 722	2 826	Chiffre d'affaires			
Coût des ventes	(1 636)	(1 639)	(1 636)	(1 639)	Coût des ventes			
Marge brute	1 086	1 187	1 086	1 187	Marge brute			
Charges administratives et commerciales hors amortissements des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	(828)	(844)	(828)	(844)	Charges administratives et commerciales hors amortissements des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises			
Charges de restructuration et autres charges et produits opérationnels	10	(42)	10	(42)	Charges de restructuration et autres charges et produits opérationnels			
Amortissements des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	(89)	(93)						
Dépréciations des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	-	(20)						
Autres produits	-	-						
Autres charges	(3)	(27)						
Résultat opérationnel (EBIT)	176	161	268	301	Résultat opérationnel ajusté (EBITA)			
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	(6)	(8)	(6)	(8)	Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence			
Coût du financement	(19)	(80)	(19)	(80)	Coût du financement			
Produits perçus des investissements financiers	-	14	-	14	Produits perçus des investissements financiers			
Autres produits financiers	40	41						
Autres charges financières	(18)	(23)						
Résultat des activités avant impôt	173	105	243	227	Résultat des activités avant impôt ajusté			
Impôt sur les résultats	(101)	10	(63)	(57)	Impôt sur les résultats			
Résultat net des activités poursuivies	72	115						
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession	516	684						
Résultat net	588	799	180	170	Résultat net ajusté avant intérêts minoritaires			
<i>Dont</i>					<i>Dont</i>			
Résultat net, part du groupe	431	534	161	134	Résultat net ajusté			
Intérêts minoritaires	157	265	19	36	Intérêts minoritaires			
Résultat net, part du groupe par action (en euros)	0,32	0,40	0,12	0,10	Résultat net ajusté par action (en euros)			
Résultat net, part du groupe dilué par action (en euros)	0,32	0,40	0,12	0,10	Résultat net ajusté dilué par action (en euros)			

Données en millions d'euros, sauf données par action.

- a. Les données publiées au titre du 1^{er} trimestre 2013 ont été retraitées des impacts liés à l'application de la norme IFRS 5 (se reporter aux notes préliminaires *supra*).

2.2 Analyse des résultats

Au premier trimestre 2014, le **résultat net ajusté** est un bénéfice de 161 millions d'euros (0,12 euro par action¹) comparé à un bénéfice de 134 millions d'euros en 2013 (0,10 euro par action). Cette augmentation de 27 millions d'euros (+20,1 %) s'explique par les principaux éléments suivants :

- -33 millions d'euros proviennent de la diminution du résultat opérationnel ajusté, qui s'élève à 268 millions d'euros (contre 301 millions d'euros en 2013). Cette évolution reflète principalement le recul de GVT (-16 millions d'euros, essentiellement en raison de la dépréciation du réal brésilien), de Groupe Canal+ (-8 millions d'euros, en raison notamment des effets de calendrier défavorables sur la Ligue 1 de football, avec une journée supplémentaire par rapport au premier trimestre 2013) et la stabilité d'Universal Music Group (impacté par la vente de Parlophone Label Group dans le cadre de l'acquisition d'EMI Recorded Music). A taux de change et périmètre constants², le résultat opérationnel ajusté progresse de 8 millions d'euros (+2,8 %), reflétant la bonne performance d'Universal Music Group (+26 millions d'euros) et la stabilité de GVT (+2 millions d'euros) compensées par le recul de Groupe Canal+ (-10 millions d'euros) ;
- +2 millions d'euros sont liés à l'évolution de la quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence ;
- +61 millions d'euros sont liés à l'amélioration du coût du financement, qui reflète essentiellement l'incidence du remboursement anticipé d'emprunts obligataires réalisé au quatrième trimestre 2013 après la cession de 88 % de la participation de Vivendi dans Activision Blizzard ;
- -14 millions d'euros sont liés à la diminution des produits reçus des investissements financiers ;
- -6 millions d'euros sont liés à l'augmentation de la charge d'impôt sur les résultats ;
- +17 millions d'euros sont liés à la diminution de la part des intérêts minoritaires dans le résultat net ajusté, grâce au rachat de 20% de Canal+ France en novembre 2013.

Analyse des principales lignes du compte de résultat

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 2 722 millions d'euros, contre 2 826 millions d'euros sur le premier trimestre 2013 (-3,7 % et +2,0 % à taux de change et périmètre constants²). Pour une analyse du chiffre d'affaires par métier, se reporter à la section 4 du présent rapport financier.

Les charges de restructuration et autres charges et produits opérationnels sont un produit net de 10 millions d'euros, contre une charge nette de 42 millions d'euros sur le premier trimestre 2013. Sur le premier trimestre 2014, ils comprennent notamment les charges de restructuration d'UMG pour 6 millions d'euros (contre 26 millions d'euros sur le premier trimestre 2013).

Le résultat opérationnel ajusté s'élève à 268 millions d'euros, contre 301 millions d'euros sur le premier trimestre 2013, soit une diminution de 33 millions d'euros (-11,2 % et +2,8 % à taux de change et périmètre constants²). Pour une analyse du résultat opérationnel ajusté par métier, se reporter à la section 4 du présent rapport financier.

Les amortissements des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises s'élèvent à 89 millions d'euros, contre 93 millions d'euros sur le premier trimestre 2013, soit une diminution de 4 millions d'euros.

Les dépréciations des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises s'élevaient à 20 millions d'euros sur le premier trimestre 2013 et concernaient les écarts d'acquisition liés à certains actifs d'Universal Music Group destinés à être cédés.

Les autres charges et produits sont une charge nette de 3 millions d'euros, contre une charge nette de 27 millions d'euros sur le premier trimestre 2013, comprenant notamment des frais liés à l'acquisition d'EMI Recorded Music.

Le résultat opérationnel s'élève à 176 millions d'euros, contre 161 millions d'euros sur le premier trimestre 2013, soit une augmentation de 15 millions d'euros (+9,2 %).

La quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence est une charge de 6 millions d'euros, contre une charge de 8 millions d'euros sur le premier trimestre 2013.

Le coût du financement s'élève à 19 millions d'euros, contre 80 millions d'euros sur le premier trimestre 2013, soit une amélioration de 61 millions d'euros (-76,3 %) essentiellement liée au remboursement anticipé d'emprunts réalisé au quatrième trimestre 2013.

¹ Pour le calcul du résultat net ajusté par action, se reporter à l'annexe 1 du présent rapport financier.

² Le périmètre constant permet de retraiter les mouvements de périmètre suivants :

- chez Groupe Canal+ : il exclut les impacts en 2014 des acquisitions de Red Production Company (5 décembre 2013) et de Mediaserv (13 février 2014) ;
- chez UMG : il exclut les impacts de l'exploitation du catalogue Parlophone Label Group en 2013.

Sur le premier trimestre 2014, les intérêts sur emprunts s'élevaient à 86 millions d'euros (contre 135 millions d'euros sur le premier trimestre 2013). Cette diminution s'explique par la baisse du taux d'intérêt moyen des emprunts à 2,83 % sur le premier trimestre 2014 (contre 3,27 % sur le premier trimestre 2013) et la baisse de l'encours moyen des emprunts à 12,2 milliards d'euros sur le premier trimestre 2014 (contre 16,4 milliards d'euros sur le premier trimestre 2013) qui reflète l'incidence du remboursement anticipé d'emprunts obligataires en euros et en dollars pour un montant global de 3 milliards d'euros réalisé en octobre et novembre 2013 après la cession de 88 % de la participation de Vivendi dans Activision Blizzard le 11 octobre 2013. En outre, Vivendi a utilisé le solde disponible pour rembourser des lignes de crédit bancaire tirées et a remboursé, en janvier 2014, l'emprunt obligataire de janvier 2009 (894 millions d'euros).

Par ailleurs, en conséquence de l'application de la norme IFRS 5 à SFR à compter du premier trimestre 2014, le coût du financement est présenté net des intérêts perçus par Vivendi SA sur les financements accordés à SFR, à des conditions de marché, pour 62 millions d'euros sur le premier trimestre 2014 (contre 51 millions d'euros sur le premier trimestre 2013).

De leur côté, les produits du placement des excédents de trésorerie s'élevaient à 5 millions d'euros sur le premier trimestre 2014, contre 4 millions d'euros sur le premier trimestre 2013.

Les produits perçus des investissements financiers s'élevaient à 14 millions d'euros sur le premier trimestre 2013 et comprenaient 8 millions d'euros de dividendes versés par Beats à UMG.

Les autres charges et produits financiers sont un produit net de 22 millions d'euros, contre un produit net de 18 millions d'euros sur le premier trimestre 2013. Ils comprennent principalement un gain de change sur l'emprunt en euros de GVT auprès de Vivendi, du fait de l'appréciation du real brésilien (37 millions d'euros, contre 38 millions d'euros sur le premier trimestre 2013).

Le résultat net des activités poursuivies avant impôt s'élève à 173 millions d'euros, contre 105 millions d'euros sur le premier trimestre 2013, en augmentation de 68 millions d'euros (+64,0 %).

Dans le résultat net ajusté, l'impôt est une charge nette de 63 millions d'euros, contre une charge nette de 57 millions d'euros sur le premier trimestre 2013, en augmentation de 6 millions d'euros. Le taux effectif de l'impôt dans le résultat net ajusté s'établit à 25,4 % (contre 24,6 % sur la même période en 2013) et reflète essentiellement l'incidence favorable de l'intégration fiscale de Vivendi SA. L'évolution de la charge d'impôt dans le résultat net ajusté comprend notamment l'incidence de l'augmentation du taux de l'impôt sur les sociétés en France (38,00 % contre 36,10 % au premier trimestre 2013) et de l'augmentation du résultat taxable des entités du groupe, compensée par l'augmentation de l'économie courante attendue du fait du régime de l'intégration fiscale de Vivendi SA, principalement grâce à Groupe Canal+.

Par ailleurs, **dans le résultat net, l'impôt** est une charge nette de 101 millions d'euros, contre un produit net de 10 millions d'euros sur le premier trimestre 2013. Outre les éléments explicatifs de l'augmentation de la charge d'impôt dans le résultat net ajusté, cette évolution défavorable de 111 millions d'euros intègre la variation de l'économie d'impôt différé liée au régime de l'intégration fiscale de Vivendi SA, qui est une charge de 49 millions d'euros sur le premier trimestre 2014 (contre un produit de 52 millions d'euros sur le premier trimestre 2013, dont 50 millions d'euros au titre de l'économie courante et différée liée à l'intégration fiscale de SFR). En 2014, SFR est présumé ne plus faire partie du groupe d'intégration fiscale de Vivendi, dans l'hypothèse de sa cession à Altice/Numericable avant la fin de l'année.

Le résultat net des activités cédées ou en cours de cession (avant intérêts minoritaires) s'élève à 516 millions d'euros, contre 684 millions d'euros sur le premier trimestre 2013. Il comprend :

- le résultat net de SFR (94 millions d'euros au premier trimestre 2014, contre 153 millions d'euros sur le premier trimestre 2013). Par ailleurs, conformément à la norme IFRS 5, Vivendi arrêtera de comptabiliser l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles de SFR à compter du deuxième trimestre 2014 ;
- la variation de valeur favorable sur le premier trimestre 2014 des 83 millions d'actions Activision Blizzard encore détenues par Vivendi au 31 mars 2014 (gain de 152 millions d'euros), du fait de l'appréciation du cours de bourse d'Activision Blizzard. Sur le premier trimestre 2013, le résultat net des activités cédées ou en cours de cession comprenait le résultat net d'Activision Blizzard (364 millions d'euros, avant intérêts minoritaires) ;
- le résultat net du groupe Maroc Telecom (270 millions d'euros, avant intérêts minoritaires) qui tient compte de l'arrêt, depuis le 1^{er} juillet 2013, de l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles conformément à la norme IFRS 5 (impact de +120 millions d'euros sur le premier trimestre 2014). Sur le premier trimestre 2013, le résultat net du groupe Maroc Telecom s'élevait à 167 millions d'euros, avant intérêts minoritaires.

Se reporter à la note 6 de l'annexe aux états financiers condensés du premier trimestre clos le 31 mars 2014.

La part du résultat net revenant aux intérêts minoritaires s'élève à 157 millions d'euros, contre 265 millions d'euros sur le premier trimestre 2013, soit une diminution de 108 millions d'euros (-40,7 %). Cette évolution est essentiellement liée à l'impact de la cession de 88 % d'Activision Blizzard réalisé le 11 octobre 2013 (-141 millions d'euros) et de l'acquisition des intérêts minoritaires dans Groupe Canal+ réalisée le 5 novembre 2013 (-18 millions d'euros) compensé par l'augmentation de la part des intérêts minoritaires du groupe Maroc Telecom (+51 millions d'euros) essentiellement due à l'arrêt de l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles depuis le 1^{er} juillet 2013 (impact de +63 millions d'euros sur le premier trimestre 2014).

La part du résultat net ajusté revenant aux intérêts minoritaires s'élève à 19 millions d'euros, contre 36 millions d'euros au premier trimestre 2013, en diminution de 17 millions d'euros suite à l'acquisition des intérêts minoritaires dans Groupe Canal+.

Sur le premier trimestre 2014, le **résultat net, part du groupe** est un bénéfice de 431 millions d'euros (0,32 euro par action), contre un bénéfice de 534 millions d'euros sur le premier trimestre 2013 (0,40 euro par action), soit une diminution de 103 millions d'euros (-19,3 %).

La réconciliation du résultat net, part du groupe au résultat net ajusté est présentée en annexe 1 du présent rapport financier. Sur le premier trimestre 2014, cette réconciliation comprend essentiellement le résultat net de SFR (+92 millions d'euros, après intérêts minoritaires), la variation de valeur des 83 millions d'actions Activision Blizzard encore détenues par Vivendi au 31 mars 2014 (+152 millions d'euros), le résultat net du groupe Maroc Telecom (+130 millions d'euros, après intérêts minoritaires), partiellement compensés par les amortissements des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises (-61 millions d'euros, après impôts). Sur le premier trimestre 2013, cette réconciliation comprenait essentiellement le résultat net d'Activision Blizzard (+223 millions d'euros, après intérêts minoritaires), de SFR (+152 millions d'euros, après intérêts minoritaires) et du groupe Maroc Telecom (+77 millions d'euros, après intérêts minoritaires) ainsi que le produit lié à la variation de l'actif d'impôt différé liée au régime de l'intégration fiscale (+52 millions d'euros, dont 50 millions d'euros au titre de l'économie courante et différée liée à l'intégration fiscale de SFR), partiellement compensés par les amortissements et les dépréciations des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises (-84 millions d'euros, après impôts).

3 Analyse des flux de trésorerie opérationnels

Notes préliminaires :

- *Vivendi considère que les flux nets de trésorerie opérationnels (CFFO) et les flux nets de trésorerie opérationnels après intérêts et impôts (CFAIT), mesures à caractère non strictement comptable, sont des indicateurs pertinents des performances opérationnelles et financières du groupe. Ils doivent être considérés comme une information complémentaire qui ne peut se substituer aux données comptables telles qu'elles figurent dans le tableau des flux de trésorerie de Vivendi, présenté dans les états financiers consolidés du groupe.*
- *Le 5 avril 2014, le Conseil de surveillance de Vivendi a décidé de retenir l'offre d'Altice/Numericable pour la cession de SFR. En conséquence, à compter du premier trimestre 2014, en application de la norme IFRS 5, SFR est présenté dans les états financiers consolidés de Vivendi comme une activité en cours de cession.*

Pour mémoire, le 11 octobre 2013, Vivendi a déconsolidé Activision Blizzard suite à la cession de 88 % de sa participation et le 14 mai 2014, Vivendi va finaliser la cession de sa participation de 53 % dans le groupe Maroc Telecom. En conséquence, à compter du deuxième trimestre 2013 et en application de la norme IFRS 5, le groupe Maroc Telecom et Activision Blizzard sont présentés dans les états financiers consolidés de Vivendi comme des activités cédées ou en cours de cession.

En pratique, les flux de trésorerie de ces trois métiers ont été traités de la manière suivante :

- *leur contribution jusqu'à leur cession effective, le cas échéant, à chaque ligne du tableau des flux de trésorerie consolidé de Vivendi est regroupée sur la ligne « Flux de trésorerie des activités cédées ou en cours de cession » ;*
- *conformément à la norme IFRS 5, ces retraitements sont appliqués à l'ensemble des périodes présentées afin de rendre l'information homogène ;*
- *leurs flux nets de trésorerie opérationnels (CFFO) et flux nets de trésorerie opérationnels après intérêts et impôts (CFAIT) sont exclus du CFFO et du CFAIT de Vivendi.*

Sur le premier trimestre 2014, les flux nets de trésorerie opérationnels (CFFO) générés par les métiers s'élèvent à 2 millions d'euros (contre 135 millions d'euros sur le premier trimestre 2013), en retrait de 133 millions d'euros, essentiellement du fait de la variation défavorable du besoin en fonds de roulement. En effet, malgré la stabilité de l'EBITDA – Capex à 132 millions d'euros sur le premier trimestre 2014 (contre 138 millions d'euros sur la même période en 2013), le CFFO est affecté par l'évolution du besoin en fonds de roulement (-104 millions d'euros) et des investissements de contenus (-70 millions d'euros).

Par ailleurs, sur le premier trimestre 2014, les investissements industriels, nets s'élèvent à 297 millions d'euros (contre 354 millions d'euros sur la même période en 2013), en diminution de 57 millions d'euros. Les investissements industriels, nets comprennent essentiellement les investissements industriels de GVT (244 millions d'euros, contre 282 millions d'euros sur le premier trimestre 2013) qui continue de déployer ses services au Brésil.

Sur le premier trimestre 2014, les flux nets de trésorerie opérationnels après intérêts et impôts (CFAIT) sont un décaissement net de 21 millions d'euros, contre un encaissement net de 102 millions d'euros généré sur le premier trimestre 2013, en retrait de 123 millions d'euros. Outre le recul du CFFO (-133 millions d'euros), cette évolution reflète la diminution des intérêts nets payés (+61 millions d'euros), résultant essentiellement du remboursement anticipé d'emprunts obligataires en octobre et novembre 2013 après la cession de 88 % de la participation de Vivendi dans Activision Blizzard, partiellement compensée par l'évolution défavorable des flux de trésorerie liés à l'impôt (-56 millions d'euros).

(en millions d'euros)	Trimestres clos le 31 mars			
	2014	2013 (a)	variation en €	% de variation
Chiffre d'affaires	2 722	2 826	-104	-3,7%
Charges d'exploitation hors amortissements et dépréciations	(2 293)	(2 334)	+41	+1,8%
EBITDA	429	492	-63	-12,8%
Investissements industriels, nets (capex, net)	(297)	(354)	+57	+16,1%
<i>Dont GVT</i>	(244)	(282)	+38	+13,5%
EBITDA net des Investissements industriels, nets	132	138	-6	-4,3%
Dépenses de restructuration payées	(37)	(30)	-7	-23,3%
Investissements de contenus, nets	30	27	+3	+11,1%
<i>Dont investissements de contenus payés</i>	(577)	(507)	-70	-13,8%
<i>recouvrements d'avances / consommation de droits inclus dans l'EBITDA</i>	607	534	+73	+13,7%
Neutralisation de la variation des provisions incluses dans l'EBITDA	(37)	(9)	-28	x 4,1
Autres éléments opérationnels	(3)	(19)	+16	+84,2%
Autres éléments de la variation nette du besoin en fonds de roulement opérationnel	(83)	21	-104	na
Dividendes reçus de participations non consolidées	-	7	-7	-100,0%
Flux nets de trésorerie opérationnels (CFFO)	2	135	-133	-98,5%
Intérêts nets payés	(19)	(80)	+61	+76,3%
Autres flux liés aux activités financières	(11)	(16)	+5	+31,3%
<i>Décaissements liés aux activités financières</i>	(30)	(96)	+66	+68,8%
Impôts nets (payés)/encaissés	7	63	-56	-88,9%
Flux nets de trésorerie opérationnels après intérêts et impôts (CFAIT)	(21)	102	-123	na

na : non applicable.

- Les données publiées au titre du premier trimestre 2013 ont été retraitées des impacts liés à l'application de la norme IFRS 5 (se reporter aux notes préliminaires *supra*).
- L'EBITDA, mesure à caractère non strictement comptable, est défini dans la section 4 du présent rapport financier.
- Correspondent aux sorties nettes de trésorerie liées aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles telles que présentées dans les activités d'investissement des activités poursuivies du tableau de l'évolution de l'endettement financier net de Vivendi (se reporter à la section 5.3).
- Présentés dans les flux de trésorerie de financement des activités poursuivies du tableau de l'évolution de l'endettement financier net de Vivendi (se reporter à la section 5.3).
- Présentés dans les flux de trésorerie des activités opérationnelles poursuivies du tableau de l'évolution de l'endettement financier net de Vivendi (se reporter à la section 5.3).

4 Analyse des performances des métiers

Notes préliminaires :

- La Direction évalue la performance des métiers et leur alloue des ressources nécessaires à leur développement en fonction de certains indicateurs de performances opérationnelles, dont notamment le résultat opérationnel ajusté (EBITA) et l'EBITDA (Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization), mesures à caractère non strictement comptable :
 - la différence entre le résultat opérationnel ajusté (EBITA) et le résultat opérationnel (EBIT) est constituée par l'amortissement des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises, les dépréciations des écarts d'acquisition et autres actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises ainsi que les « autres produits » et « autres charges » du résultat opérationnel, tels que définis dans la note 1.2.3 de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013 ;
 - selon la définition de Vivendi, l'EBITDA correspond au résultat opérationnel ajusté (EBITA) tel que présenté dans le compte de résultat ajusté, avant les amortissements et les dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles, les coûts de restructuration, le résultat de cession d'actifs corporels et incorporels et les autres éléments opérationnels non récurrents (tels qu'ils sont présentés dans le compte de résultat consolidé par secteur opérationnel - se reporter à la note 3 de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013).

En outre, il convient de souligner que d'autres sociétés peuvent définir et calculer l'EBITA et l'EBITDA de manière différente de Vivendi. Il se peut donc que ces indicateurs ne puissent pas être directement comparés à ceux d'autres sociétés.

- Le 5 avril 2014, le Conseil de surveillance de Vivendi a décidé de retenir l'offre d'Altice/Numericable pour la cession de SFR. En conséquence, à compter du premier trimestre 2014, en application de la norme IFRS 5, SFR est présenté dans les états financiers consolidés de Vivendi comme une activité en cours de cession.

Pour mémoire, le 11 octobre 2013, Vivendi a déconsolidé Activision Blizzard suite à la cession de 88 % de sa participation et le 14 mai 2014, Vivendi va finaliser la cession de sa participation de 53 % dans le groupe Maroc Telecom. En conséquence, à compter du deuxième trimestre 2013 et en application de la norme IFRS 5, le groupe Maroc Telecom et Activision Blizzard sont présentés dans les états financiers consolidés de Vivendi comme des activités cédées ou en cours de cession.

En pratique, les produits et charges de ces trois métiers ont été traités de la manière suivante :

- leur contribution jusqu'à leur cession effective, le cas échéant, à chaque ligne du compte de résultat consolidé de Vivendi (avant intérêts minoritaires) est regroupée sur la ligne « Résultat net des activités cédées ou en cours de cession » ;
- conformément à la norme IFRS 5, ces retraitements sont appliqués à l'ensemble des périodes présentées afin de rendre l'information homogène ;
- leur quote-part de résultat net est exclue du résultat net ajusté de Vivendi.

Concernant SFR, les commentaires sur ses performances opérationnelles sont présentés en Annexe 3 du présent Rapport Financier et les principaux agrégats de son compte de résultat sont présentés dans la note 6 de l'annexe des états financiers condensés du premier trimestre clos le 31 mars 2014.

4.1 Chiffre d'affaires et résultat opérationnel ajusté par métier

(en millions d'euros)	Trimestres clos le 31 mars				
	2014	2013	% de variation	% de variation à taux de change constant	% de variation à taux de change et périmètre constants (a)
Chiffre d'affaires					
Groupe Canal+	1 317	1 286	+2,4%	+2,5%	+1,2%
Universal Music Group	984	1 091	-9,8%	-5,4%	-2,0%
GVT	405	438	-7,6%	+12,6%	+12,6%
Autres	21	16	+38,2%	+36,8%	+36,8%
Eliminations des opérations intersegment	(5)	(5)	+10,6%	+10,6%	+10,6%
Total Vivendi	2 722	2 826	-3,7%	+1,2%	+2,0%
Résultat opérationnel ajusté (EBITA)					
Groupe Canal+	175	183	-4,7%	-4,7%	-5,5%
Universal Music Group	56	55	+2,0%	+12,7%	+72,5%
GVT	83	99	-16,5%	+1,7%	+1,7%
Autres	(20)	(14)	-44,9%	-45,7%	-45,7%
Holding & Corporate	(26)	(22)	-16,2%	-16,2%	-16,2%
Total Vivendi	268	301	-11,2%	-3,3%	+2,8%

- a. Le périmètre constant permet de retraiter les mouvements de périmètre suivants :
- chez Groupe Canal+ : il exclut les impacts en 2014 des acquisitions de Red Production Company (5 décembre 2013) et de Mediaserv (13 février 2014) ;
 - chez UMG : il exclut les impacts de l'exploitation du catalogue Parlophone Label Group en 2013.

4.2 Commentaires sur les performances opérationnelles des métiers

Groupe Canal+

Le chiffre d'affaires de Groupe Canal+ s'élève à 1 317 millions d'euros, en augmentation de 2,4 % (+1,2 % à taux de change et périmètre constants) par rapport à fin mars 2013. Groupe Canal+ affiche un portefeuille global de 14,6 millions d'abonnements, en hausse de 250 000 en un an, grâce aux bonnes performances de Canal+ en Afrique et au Vietnam, et de Canalplay en France métropolitaine. Le chiffre d'affaires de Canal+ et Canalsat en France métropolitaine est pratiquement stable en excluant la hausse de la TVA passée de 7 % à 10 % le 1^{er} janvier 2014. Le chiffre d'affaires publicitaire des chaînes gratuites progresse en raison de l'accroissement de l'audience de D8. Le chiffre d'affaires de Studiocanal augmente également de manière significative grâce en particulier au succès des films Non-Stop et RoboCop, ainsi qu'à l'intégration de la société de production britannique Red.

Le résultat opérationnel ajusté (EBITA) s'établit à 175 millions d'euros, contre 183 millions d'euros à fin mars 2013. Cet écart s'explique principalement par des effets de calendrier défavorables de la Ligue 1, qui compte une journée supplémentaire par rapport au premier trimestre 2013.

Le 14 janvier 2014, la Ligue Nationale de Rugby a choisi Canal+ comme diffuseur exclusif du TOP 14 pour les cinq prochaines saisons (2014/2015 à 2018/2019).

Canal+ a également renforcé son offre de football. Pour la Ligue 1, il a remporté le droit de diffuser, pendant les saisons 2016/2017 à 2019/2020, les trois premiers choix de chaque journée de championnat. Il diffuse déjà les deux meilleurs matchs des week-ends jusqu'en 2016. Pour la Champions' League, Canal+ diffusera en direct en France un match de premier choix à chaque journée de la compétition pendant les saisons 2015/2016 à 2017/2018. Enfin, Canal+ Afrique a obtenu les droits TV de la Coupe du monde de football 2014 au Brésil.

Par ailleurs, outre le succès rencontré par ses chaînes sur YouTube, Groupe Canal+ a acquis une participation majoritaire dans Studio Bagel, le premier réseau de chaînes d'humour de la plate-forme en France.

Universal Music Group

Le chiffre d'affaires d'Universal Music Group (UMG) s'établit à 984 millions d'euros, en baisse de 2,0 % à taux de change et périmètre constants. Cette évolution s'explique par des ventes de musique enregistrée et de merchandising plus faibles. Il recule de 9,8 % à taux de change réel et en tenant compte de l'impact de la cession de Parlophone Label Group en 2013.

Le chiffre d'affaires de la musique enregistrée bénéficie d'une hausse significative des abonnements et du streaming qui ne compense cependant pas entièrement la baisse des ventes physiques et des téléchargements numériques, et cela dans un marché ayant dans son ensemble enregistré une baisse de chiffre d'affaires des téléchargements au premier trimestre.

Parmi les meilleures ventes de musique enregistrée de ce trimestre, figurent la bande originale du film Disney « La Reine des neiges », les titres de Lorde, Katy Perry et Avicii ainsi que le nouvel album de Masaharu Fukuyama.

Le résultat opérationnel ajusté (EBITA) d'UMG s'élève à 56 millions d'euros, en hausse de 72,5 % à taux de change et périmètre constants (+2,0 % en réel) par rapport au premier trimestre 2013. Cette bonne performance s'explique par l'impact des économies de frais généraux et par des coûts de restructuration plus faibles, partiellement compensé par une baisse de chiffre d'affaires et une perte de marges liées à la cession du répertoire du label Parlophone.

En février, UMG a signé un accord de distribution pluriannuel avec le label indépendant Glassnote Entertainment Group. UMG assurera la distribution exclusive de ses enregistrements incluant des artistes comme Childish Gambino, CHVRCHES, Mumford & Sons et Phoenix. UMG distribuera également le nouveau label lancé par Glassnote, Resolved, une entreprise proposant un soutien et des services individualisés aux entrepreneurs, à de jeunes producteurs et à des labels indépendants.

En avril, UMG a acquis Eagle Rock Entertainment, une société indépendante de production et de distribution de programmes musicaux basée au Royaume-Uni. Cette acquisition renforce la présence d'UMG dans les contenus audiovisuels de qualité comme les retransmissions de concerts *live*, les documentaires et les films. Le catalogue d'Eagle Rock compte près de 2 000 heures de programmes et plus de 800 titres, enrichissant ainsi la valeur du catalogue d'UMG.

GVT

Le chiffre d'affaires de GVT s'élève à 405 millions d'euros, en hausse de 12,6 % à taux de change et périmètre constants (-7,6 % à taux de change réel) par rapport au premier trimestre 2013. Cette performance est portée par la croissance continue de sa principale activité (Grand Public et PME), en progression de 14,2 % à taux de change constant, qui comprend une hausse de 61,1 % du service de télévision payante en un an. Ce service représente maintenant 13 % du chiffre d'affaires total de GVT avec un nombre d'abonnés à la télévision payante de 715 000, en croissance de 55,4 % par rapport à fin mars 2013.

GVT, qui poursuit son expansion au Brésil de façon maîtrisée et ciblée, a lancé ses services dans deux nouvelles villes. Il opère désormais dans 152 villes.

En parallèle, GVT a lancé un nouveau produit innovant, *Freedom*, qui permet d'utiliser une ligne fixe sur des *smartphones* ou des tablettes connectés à Internet. Avec cette application disponible sur iOS et Android, les clients de GVT peuvent appeler et recevoir des appels de leur ligne fixe vers leurs appareils en utilisant l'abonnement mensuel contracté pour le service de téléphone fixe.

Le résultat opérationnel ajusté avant amortissements (EBITDA) de GVT s'élève à 158 millions d'euros, en hausse de 9,5 % à taux de change et périmètre constants (-10,2 % à taux de change réel) par rapport au premier trimestre 2013. La marge d'EBITDA s'élève à 39,0 %.

Le résultat opérationnel ajusté (EBITA) de GVT s'établit à 83 millions d'euros, en hausse de 1,7 % à taux de change et périmètre constants (-16,5 % à taux de change réel) par rapport au premier trimestre 2013, en raison de l'augmentation des charges d'amortissement.

Holding & Corporate

Le résultat opérationnel ajusté de Holding & Corporate s'établit à -26 millions d'euros, contre -22 millions d'euros au premier trimestre 2013.

5 Trésorerie et capitaux

Note préliminaire : Vivendi considère que l'« endettement financier net », agrégat à caractère non strictement comptable, est un indicateur pertinent de la mesure de l'endettement financier du groupe. L'endettement financier net doit être considéré comme une information complémentaire, qui ne peut pas se substituer aux données comptables telles qu'elles figurent au bilan consolidé, ni à toute autre mesure de l'endettement à caractère strictement comptable. La Direction de Vivendi utilise l'endettement financier net dans un but informatif et de planification, ainsi que pour se conformer à certains de ses engagements, en particulier les covenants financiers.

5.1 Synthèse de l'exposition de Vivendi aux risques de crédit et de liquidité

Le 5 avril 2014, le Conseil de surveillance de Vivendi a décidé de retenir l'offre d'Altice/Numericable pour la cession de SFR. La finalisation de cette opération est soumise aux procédures de consultation des instances représentatives du personnel de Numericable, Vivendi et SFR sur le projet proposé par Altice/Numericable et d'obtention des autorisations des autorités administratives compétentes. Cette opération devrait être finalisée d'ici fin 2014. Les conséquences de cette cession sur la structure de financement du groupe deviendront effectives lorsque celle-ci sera finalisée.

Par ailleurs, le 24 avril 2014, le Conseil de surveillance a décidé, sur proposition du Directoire, de soumettre à l'Assemblée générale des actionnaires du 24 juin la distribution à titre ordinaire de 1 euro par action prélevée sur les primes d'émission, soit 0,50 euro au titre de la performance de 2013 et 0,50 euro au titre de retour aux actionnaires, représentant un montant de 1,34 milliard d'euros. La mise en paiement de cette distribution interviendrait le 30 juin.

Le Conseil de surveillance a en outre prévu d'utiliser une part significative du numéraire disponible, à hauteur d'un montant de 3,5 milliards d'euros, sous la forme de dividendes et/ou de rachats d'actions, en 2014/2015. Au total, le montant reversé aux actionnaires devrait s'élever à près de 5 milliards d'euros.

Vivendi entend conserver son rating au niveau BBB/Baa2, perspective « stable », relevée en avril 2014 après l'annonce de la vente de SFR.

Au 12 mai 2014, date de la réunion du Directoire de Vivendi arrêtant les comptes du premier trimestre clos le 31 mars 2014, Vivendi SA dispose de 7 140 millions d'euros de lignes de crédit confirmées, tirées à hauteur de 775 millions d'euros. Compte tenu des billets de trésorerie émis à cette date et adossés aux lignes de crédit bancaire pour 3 915 millions d'euros, ces lignes étaient disponibles à hauteur de 2 450 millions d'euros.

Le 14 mai 2014, Vivendi va finaliser la cession de sa participation de 53 % dans le groupe Maroc Telecom pour 4 138 millions d'euros (se reporter à la section 1.1.2). Après la prise en compte du produit de cession de 53 % du groupe Maroc Telecom, l'endettement financier net « retraité » de Vivendi s'élève à environ 7,1 milliards d'euros (contre un endettement financier net de 11,2 milliards d'euros au 31 mars 2014 et 11,1 milliards d'euros au 31 décembre 2013).

(en millions d'euros)	Trésorerie et équivalents de trésorerie	Emprunts et autres éléments financiers (a)	Endettement financier net
Endettement financier net au 31 décembre 2013	(1 041)	12 138	11 097
Flux nets liés aux activités poursuivies provenant des :			
Activités opérationnelles	(306)	-	(306)
Activités d'investissement	438	77	515
Activités de financement	(303)	296	(7)
Effet de change des activités poursuivies	(1)	19	18
Flux nets liés aux activités poursuivies	(172)	392	220
Flux nets liés aux activités cédées ou en cours de cession sur la période	184	(71)	113
Reclassement de l'endettement financier net des activités en cours de cession au 31 mars 2014	161	(349)	(188)
Variation liée aux activités cédées ou en cours de cession	345	(420)	(75)
Endettement financier net au 31 mars 2014	(868)	12 110	11 242
Produit attendu de la cession de 53% du groupe Maroc Telecom (b)			(4 138)
Endettement financier net au 31 mars 2014 retraité du produit attendu de la cession du groupe Maroc Telecom			7 104

- Les « autres éléments financiers » comprennent les engagements d'achat d'intérêts minoritaires, les instruments financiers dérivés (actifs et passifs) et les dépôts en numéraire adossés à des emprunts.
- La cession de 53 % du groupe Maroc Telecom sera finalisée le 14 mai 2014 pour un prix en numéraire de 4 138 millions d'euros, après ajustement de prix contractuel de -49 millions d'euros (se reporter à la section 1.1.2).

Evolution de l'endettement financier net au cours du premier trimestre 2014

A compter du premier trimestre 2014, en application de la norme IFRS 5, SFR est présenté dans le bilan consolidé de Vivendi comme une activité en cours de cession. En pratique, au 31 mars 2014, les actifs et les passifs de SFR ont été regroupés sur des lignes spécifiques du bilan : « Actifs des métiers cédés ou en cours de cession » et « Passifs associés aux actifs des métiers cédés ou en cours de cession ». Ces deux lignes regroupent également les actifs et les passifs du groupe Maroc Telecom, classé en activité en cours de cession depuis le deuxième trimestre 2013.

Au 31 mars 2014, ce reclassement comptable se traduit par une minoration de l'endettement financier net de Vivendi de 75 millions d'euros. Ce montant comprend l'endettement financier net externe de SFR au 31 mars 2014 (-313 millions d'euros), la diminution de l'endettement financier net du groupe Maroc Telecom (+125 millions d'euros) sur le premier trimestre 2014, ainsi que les flux de trésorerie générés par ces deux métiers sur le premier trimestre 2014 (+113 millions d'euros).

Ainsi, l'endettement financier net de Vivendi s'élève à 11 242 millions d'euros au 31 mars 2014, contre 11 097 millions d'euros au 31 décembre 2013, soit une augmentation de 145 millions d'euros. Cette évolution reflète notamment l'incidence sur l'endettement financier net des investissements financiers réalisés par Groupe Canal+ pour un montant global de +206 millions d'euros (essentiellement composés de l'acquisition de Mediaserv et d'une participation complémentaire de 9 % dans N-Vision) et les investissements industriels de GVT (+244 millions d'euros) compensés par la génération de trésorerie des activités opérationnelles poursuivies¹ (-306 millions d'euros) et la minoration de l'endettement financier net liée aux activités cédées ou en cours de cession (-75 millions d'euros).

5.2 Endettement financier net au 31 mars 2014

Au 31 mars 2014, l'endettement financier net de Vivendi, en normes IFRS, s'élève à 11 242 millions d'euros. Dans ce montant, les emprunts et autres éléments financiers s'élèvent à 12 110 millions d'euros, contre 12 138 millions d'euros au 31 décembre 2013, soit une diminution de 28 millions d'euros.

Le montant des emprunts obligataires du groupe s'élève à 6 631 millions d'euros (contre 7 827 millions d'euros au 31 décembre 2013), en diminution de 1 196 millions d'euros, suite au remboursement en janvier 2014 de l'emprunt obligataire de janvier 2009 pour 894 millions d'euros et au reclassement, conformément à IFRS 5, de l'emprunt obligataire de 300 millions d'euros de SFR, à échéance juillet 2014. La dette obligataire représente 54,6 % des emprunts au bilan du groupe (contre 64,1 % au 31 décembre 2013).

Le montant total des lignes de crédit confirmées du groupe s'élève à 7 641 millions d'euros (contre 7 629 millions d'euros au 31 décembre 2013). Le montant total des lignes de crédit du groupe ni tirées ni adossées à des billets de trésorerie s'élève à 2 506 millions d'euros (contre 3 648 millions d'euros au 31 décembre 2013).

Le montant total des lignes de crédit confirmées de Vivendi SA s'élève à 7 140 millions d'euros au 31 mars 2014 (inchangé par rapport au 31 décembre 2013). Ces lignes sont tirées à hauteur de 1 175 millions d'euros au 31 mars 2014. Compte tenu des billets de trésorerie émis à cette date et adossés aux lignes de crédit bancaire à hauteur de 3 480 millions d'euros, ces lignes étaient disponibles à hauteur de 2 485 millions d'euros.

La durée moyenne économique de la dette du groupe s'élève à 4,0 années au 31 mars 2014 (contre 4,2 années au 31 décembre 2013). Par ailleurs, une lettre de crédit d'un montant de 975 millions d'euros a été émise le 4 mars 2013 dans le cadre de l'appel du jugement Liberty Media, échéance mars 2016. Cet engagement financier hors-bilan est sans impact sur la dette nette de Vivendi.

(en millions d'euros)	Se reporter aux notes des états financiers consolidés	31 mars 2014 (a)	31 décembre 2013 (a)
Emprunts et autres passifs financiers		12 243	12 266
<i>Dont à long terme (b)</i>	8	8 309	8 737
<i>à court terme (b)</i>	8	3 934	3 529
Instruments financiers dérivés à l'actif (c)		(133)	(126)
Dépôts en numéraire adossés à des emprunts (c)		-	(2)
		12 110	12 138
Trésorerie et équivalents de trésorerie (b)		(868)	(1 041)
Endettement financier net		11 242	11 097

- a. Conformément à la norme IFRS 5, l'endettement financier net de Vivendi ne comprend plus l'endettement financier net externe de SFR au 31 mars 2014 (313 millions d'euros), ni du groupe Maroc Telecom au 31 mars 2014 (189 millions d'euros) et 31 décembre 2013

¹ Les activités poursuivies correspondent à Groupe Canal+, Universal Music Group, GVT, aux autres activités et à Holding & Corporate.

(314 millions d'euros).

- b. Tels que présentés au bilan consolidé.
- c. Inclus au bilan consolidé dans les rubriques d'actifs financiers.

5.3 Analyse de l'évolution de l'endettement financier net

	Se référer à la section	Sur le premier trimestre 2014		
		Impact sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	Impact sur les emprunts et autres éléments financiers	Impact sur l'endettement financier net
(en millions d'euros)				
Résultat opérationnel	2	(176)	-	(176)
Retraitements		(176)	-	(176)
Investissements de contenus, nets		(30)	-	(30)
Marge brute d'autofinancement		(382)	-	(382)
Autres éléments de la variation nette du besoin en fonds de roulement opérationnel		83	-	83
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant impôt		(299)	-	(299)
Impôts nets payés	3	(7)	-	(7)
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles poursuivies		(306)	-	(306)
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles cédées ou en cours de cession		(579)	-	(579)
Activités opérationnelles		(885)	-	(885)
Investissements financiers				
Acquisitions de sociétés consolidées, nettes de la trésorerie acquise		46	75	121
Acquisitions de titres mis en équivalence		62	-	62
Augmentation des actifs financiers		21	2	23
Total des investissements financiers		129	77	206
Désinvestissements financiers				
Cessions de sociétés consolidées, nettes de la trésorerie cédée		16	-	16
Diminution des actifs financiers		(4)	-	(4)
Total des désinvestissements financiers		12	-	12
Activités d'investissement nettes, hors acquisitions/(cessions) d'immobilisations corporelles et incorporelles		141	77	218
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		298	-	298
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(1)	-	(1)
Investissements industriels, nets	3	297	-	297
Flux nets de trésorerie d'investissement liés aux activités poursuivies		438	77	515
Flux nets de trésorerie d'investissement liés aux activités cédées ou en cours de cession		594	-	594
Activités d'investissement		1 032	77	1 109
Opérations avec les actionnaires				
Augmentations de capital liées aux rémunérations fondées sur des instruments de capitaux propres de Vivendi SA		(67)	-	(67)
<i>Dont exercice de stock-options par les dirigeants et salariés</i>		(67)	-	(67)
(Cessions)/Acquisitions de titres d'autocontrôle de Vivendi SA		21	-	21
Autres opérations avec les actionnaires		2	-	2
Dividendes versés par les filiales à leurs actionnaires minoritaires		1	-	1
Total des opérations avec les actionnaires		(43)	-	(43)
Opérations sur les emprunts et autres passifs financiers				
Mise en place d'emprunts et augmentation des autres passifs financiers à long terme		(1 217)	1 217	-
<i>Dont lignes de crédit bancaire</i>		(1 175)	1 175	-
Remboursement d'emprunts et diminution des autres passifs financiers à long terme		1 657	(1 657)	-
<i>Dont lignes de crédit bancaire</i>		1 655	(1 655)	-
Remboursement d'emprunts à court terme		989	(989)	-
<i>Dont emprunts obligataires</i>		894	(894)	-
Autres variations des emprunts et autres passifs financiers à court terme		(1 719)	1 719	-
<i>Dont billets de trésorerie</i>		(1 574)	1 574	-
Opérations sans incidence sur la trésorerie		-	6	6
Intérêts nets payés	3	19	-	19
Autres flux liés aux activités financières	3	11	-	11
Total des opérations sur les emprunts et autres passifs financiers		(260)	296	36
Flux nets de trésorerie de financement liés aux activités poursuivies		(303)	296	(7)
Flux nets de trésorerie de financement liés aux activités cédées ou en cours de cession		167	(69)	98
Activités de financement		(136)	227	91
Effet de change des activités poursuivies		(1)	19	18
Effet de change des activités cédées ou en cours de cession		2	(2)	-
Reclassement de l'endettement financier net des activités en cours de cession		161	(349)	(188)
Variation de l'endettement financier net		173	(28)	145

5.4 Evolution des financements

En janvier 2014, Vivendi a remboursé à son échéance contractuelle, l'emprunt obligataire à 7,75 % de janvier 2009 pour 894 millions d'euros. Se reporter aux tableaux de la note 8 de l'annexe aux états financiers condensés du premier trimestre clos le 31 mars 2014 pour une présentation détaillée des emprunts obligataires et bancaires du groupe au 31 mars 2014.

6 Déclarations prospectives

Déclarations prospectives

Le présent rapport contient des déclarations prospectives relatives à la situation financière, aux résultats des opérations, aux métiers, à la stratégie et aux perspectives de Vivendi ainsi qu'aux projections en termes de dividendes et de distributions, et d'impacts de certaines opérations. Même si Vivendi estime que ces déclarations prospectives reposent sur des hypothèses raisonnables, elles ne constituent pas des garanties quant à la performance future de la société. Les résultats effectifs peuvent être très différents des déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont hors du contrôle de Vivendi, notamment les risques liés à l'obtention de l'accord d'autorités de la concurrence et des autres autorités de régulation ainsi que toutes les autres autorisations qui pourraient être requises dans le cadre de certaines opérations ainsi que les risques décrits dans les documents du groupe déposés par Vivendi auprès de l'Autorité des marchés financiers, également disponibles en langue anglaise sur le site de Vivendi (www.vivendi.com). Le présent rapport contient des informations prospectives qui ne peuvent s'apprécier qu'au jour de sa diffusion. Vivendi ne prend aucun engagement de compléter, mettre à jour ou modifier ces déclarations prospectives en raison d'une information nouvelle, d'un événement futur ou de toute autre raison.

ADR non sponsorisés

Vivendi ne sponsorise pas de programme d'*American Depositary Receipt* (ADR) concernant ses actions. Tout programme d'ADR existant actuellement est « non sponsorisé » et n'a aucun lien, de quelque nature que ce soit, avec Vivendi. Vivendi décline toute responsabilité concernant un tel programme.

II- Annexes au rapport financier : Données financières complémentaires non auditées

1 Résultat opérationnel ajusté (EBITA) et résultat net ajusté

Vivendi considère le résultat opérationnel ajusté (EBITA) et le résultat net ajusté, mesures à caractère non strictement comptable, comme des indicateurs pertinents des performances opérationnelles et financières du groupe. La Direction de Vivendi utilise le résultat opérationnel ajusté et le résultat net ajusté pour gérer le groupe car ils illustrent mieux les performances des activités et permettent d'exclure la plupart des éléments non opérationnels et non récurrents. Le résultat opérationnel ajusté et le résultat net ajusté sont définis dans la note 1.2.3 de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Réconciliation du résultat net, part du groupe au résultat net ajusté

(en millions d'euros)	Trimestres clos le 31 mars	
	2014	2013
Résultat net, part du groupe (a)	431	534
<i>Ajustements</i>		
Amortissements des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	89	93
Dépréciations des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises (a)	-	20
Autres produits (a)	-	-
Autres charges (a)	3	27
Autres produits financiers (a)	(40)	(41)
Autres charges financières (a)	18	23
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession (a)	(516)	(684)
Variation de l'actif d'impôt différé lié aux régimes de l'intégration fiscale de Vivendi SA et du bénéfice mondial consolidé	49	(52)
Eléments non récurrents de l'impôt	2	7
Impôt sur les ajustements	(13)	(22)
Intérêts minoritaires sur les ajustements	138	229
Résultat net ajusté	161	134

a. Tels que présentés au compte de résultat consolidé.

Résultat net ajusté par action

	Trimestres clos le 31 mars			
	2014		2013	
	De base	Dilué	De base	Dilué
Résultat net ajusté (en millions d'euros)	161	161	134	134
Nombre d'actions (en millions)				
Nombre d'actions moyen pondéré en circulation (a)	1 340,8	1 340,8	1 322,5	1 322,5
Effet dilutif potentiel lié aux rémunérations payées en actions	-	7,9	-	4,2
Nombre d'actions moyen pondéré ajusté	1 340,8	1 348,7	1 322,5	1 326,7
Résultat net ajusté par action (en euros)	0,12	0,12	0,10	0,10

a. Net des titres d'autocontrôle (138 506 titres sur le premier trimestre 2014).

2 Retraitement de l'information comparative

Le 5 avril 2014, le Conseil de surveillance de Vivendi a décidé de retenir l'offre d'Altice/Numericable pour la cession de SFR. En conséquence, à compter du premier trimestre 2014, en application de la norme IFRS 5, SFR est présenté dans les états financiers consolidés de Vivendi comme une activité en cours de cession.

Pour mémoire, le 11 octobre 2013, Vivendi a déconsolidé Activision Blizzard suite à la cession de 88 % de sa participation et le 14 mai 2014, Vivendi va finaliser la cession de sa participation de 53 % dans le groupe Maroc Telecom. En conséquence, à compter du deuxième trimestre 2013 et en application de la norme IFRS 5, le groupe Maroc Telecom et Activision Blizzard sont présentés dans les états financiers consolidés de Vivendi comme des activités cédées ou en cours de cession.

En pratique, les produits et charges de ces trois métiers ont été traités de la manière suivante :

- leur contribution jusqu'à leur cession effective, le cas échéant, à chaque ligne du compte de résultat consolidé de Vivendi (avant intérêts minoritaires) est regroupée sur la ligne « Résultat net des activités cédées ou en cours de cession » ;
- leur quote-part de résultat net est exclue du résultat net ajusté de Vivendi ;
- conformément à la norme IFRS 5, ces retraitements sont appliqués à l'ensemble des périodes présentées (2014 et 2013) afin de rendre l'information homogène.

En conséquence de quoi, les états financiers de l'exercice 2013, tels que publiés dans le Document de référence 2013, ont été retraités comme présentés ci-après :

(en millions d'euros, sauf données par action)

Résultat opérationnel ajusté (EBITA) (tel que publié (a))	629	762	1 391	730
Reclassements liés à l'application de la norme IFRS 5 pour SFR	- 328	- 377	- 705	- 334
Résultat opérationnel ajusté (EBITA) (retraité)	301	385	686	396
Résultat net ajusté (tel que publié (a))	366	479	845	403
Reclassements liés à l'application de la norme IFRS 5 pour SFR	- 232	- 168	- 400	- 249
Résultat net ajusté (retraité)	134	311	445	154
Résultat net ajusté par action (tel que publié (a))	0,28	0,36	0,64	0,30
Résultat net ajusté par action (retraité)	0,10	0,23	0,34	0,12

2013			
1er trimestre clos le 31 mars	2e trimestre clos le 30 juin	Semestre clos le 30 juin	3e trimestre clos le 30 septembre
629	762	1 391	730
- 328	- 377	- 705	- 334
301	385	686	396
366	479	845	403
- 232	- 168	- 400	- 249
134	311	445	154
0,28	0,36	0,64	0,30
0,10	0,23	0,34	0,12

(en millions d'euros, sauf données par action)

Résultat opérationnel ajusté (EBITA) (tel que publié (a))	2 121	312	2 433
Reclassements liés à l'application de la norme IFRS 5 pour SFR	- 1 039	- 34	- 1 073
Résultat opérationnel ajusté (EBITA) (retraité)	1 082	278	1 360
Résultat net ajusté (tel que publié (a))	1 248	292	1 540
Reclassements liés à l'application de la norme IFRS 5 pour SFR	- 649	- 163	- 812
Résultat net ajusté (retraité)	599	129	728
Résultat net ajusté par action (tel que publié (a))	0,94	0,22	1,16
Résultat net ajusté par action (retraité)	0,45	0,10	0,55

2013		
Sur neuf mois au 30 septembre	4e trimestre clos le 31 décembre	Exercice clos le 31 décembre
2 121	312	2 433
- 1 039	- 34	- 1 073
1 082	278	1 360
1 248	292	1 540
- 649	- 163	- 812
599	129	728
0,94	0,22	1,16
0,45	0,10	0,55

- a. Tels que publiés dans le Document de référence 2013.

Les comptes de résultat consolidés et comptes de résultat ajustés retraités pour l'ensemble des clôtures de l'exercice 2013 sont présentés ci-dessous :

Exercice clos le 31 décembre 2013 :

	COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ		COMPTE DE RÉSULTAT AJUSTÉ	
	Exercice clos le 31 décembre 2013	Exercice clos le 31 décembre 2013	Exercice clos le 31 décembre 2013	Exercice clos le 31 décembre 2013
Chiffre d'affaires	11 962	11 962	Chiffre d'affaires	
Coût des ventes	(6 878)	(6 878)	Coût des ventes	
Marge brute	5 084	5 084	Marge brute	
Charges administratives et commerciales hors amortissements des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	(3 543)	(3 543)	Charges administratives et commerciales hors amortissements des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	
Charges de restructuration et autres charges et produits opérationnels	(181)	(181)	Charges de restructuration et autres charges et produits opérationnels	
Amortissements des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	(396)			
Dépréciations des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	(6)			
Autres produits	88			
Autres charges	(54)			
Résultat opérationnel (EBIT)	992	1 360	Résultat opérationnel ajusté (EBITA)	
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	(21)	(21)	Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	
Coût du financement	(300)	(300)	Coût du financement	
Produits perçus des investissements financiers	66	66	Produits perçus des investissements financiers	
Autres produits financiers	51			
Autres charges financières	(538)			
Résultat des activités avant impôt	250	1 105	Résultat des activités avant impôt ajusté	
Impôt sur les résultats	(15)	(266)	Impôt sur les résultats	
Résultat net des activités poursuivies	235			
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession	2 544			
Résultat net	2 779	839	Résultat net ajusté avant intérêts minoritaires	
<i>Dont</i>			<i>Dont</i>	
Résultat net, part du groupe	1 967	728	Résultat net ajusté	
Intérêts minoritaires	812	111	Intérêts minoritaires	
Résultat net, part du groupe par action (en euros)	1,48	0,55	Résultat net ajusté par action (en euros)	
Résultat net, part du groupe dilué par action (en euros)	1,47	0,55	Résultat net ajusté dilué par action (en euros)	

Quatrième trimestre clos 31 décembre 2013 :

	COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ		COMPTE DE RÉSULTAT AJUSTÉ	
	4e trimestre clos le 31 décembre 2013	4e trimestre clos le 31 décembre 2013	4e trimestre clos le 31 décembre 2013	4e trimestre clos le 31 décembre 2013
Chiffre d'affaires	3 372	3 372	Chiffre d'affaires	
Coût des ventes	(2 016)	(2 016)	Coût des ventes	
Marge brute	1 356	1 356	Marge brute	
Charges administratives et commerciales hors amortissements des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	(994)	(994)	Charges administratives et commerciales hors amortissements des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	
Charges de restructuration et autres charges et produits opérationnels	(84)	(84)	Charges de restructuration et autres charges et produits opérationnels	
Amortissements des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	(94)			
Dépréciations des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	(1)			
Autres produits	53			
Autres charges	(6)			
Résultat opérationnel (EBIT)	230	278	Résultat opérationnel ajusté (EBITA)	
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	(17)	(17)	Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	
Coût du financement	(73)	(73)	Coût du financement	
Produits perçus des investissements financiers	46	46	Produits perçus des investissements financiers	
Autres produits financiers	4			
Autres charges financières	(314)			
Résultat des activités avant impôt	(124)	234	Résultat des activités avant impôt ajusté	
Impôt sur les résultats	(84)	(107)	Impôt sur les résultats	
Résultat net des activités poursuivies	(208)			
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession	860			
Résultat net	652	127	Résultat net ajusté avant intérêts minoritaires	
<i>Dont</i>			<i>Dont</i>	
Résultat net, part du groupe	556	129	Résultat net ajusté	
Intérêts minoritaires	96	(2)	Intérêts minoritaires	
Résultat net, part du groupe par action (en euros)	0,42	0,10	Résultat net ajusté par action (en euros)	
Résultat net, part du groupe dilué par action (en euros)	0,41	0,10	Résultat net ajusté dilué par action (en euros)	

Neuf premiers mois de l'exercice 2013 :

	COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ		COMPTE DE RÉSULTAT AJUSTÉ	
	Sur neuf mois au 30 septembre 2013	Sur neuf mois au 30 septembre 2013		
Chiffre d'affaires	8 590	8 590	Chiffre d'affaires	
Coût des ventes	(4 862)	(4 862)	Coût des ventes	
Marge brute	3 728	3 728	Marge brute	
Charges administratives et commerciales hors amortissements des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	(2 549)	(2 549)	Charges administratives et commerciales hors amortissements des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	
Charges de restructuration et autres charges et produits opérationnels	(97)	(97)	Charges de restructuration et autres charges et produits opérationnels	
Amortissements des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	(302)			
Dépréciations des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	(5)			
Autres produits	35			
Autres charges	(48)			
Résultat opérationnel (EBIT)	762	1 082	Résultat opérationnel ajusté (EBITA)	
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	(4)	(4)	Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	
Coût du financement	(227)	(227)	Coût du financement	
Produits perçus des investissements financiers	20	20	Produits perçus des investissements financiers	
Autres produits financiers	47			
Autres charges financières	(224)			
Résultat des activités avant impôt	374	871	Résultat des activités avant impôt ajusté	
Impôt sur les résultats	69	(159)	Impôt sur les résultats	
Résultat net des activités poursuivies	443			
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession	1 684			
Résultat net	2 127	712	Résultat net ajusté avant intérêts minoritaires	
<i>Dont</i>			<i>Dont</i>	
Résultat net, part du groupe	1 411	599	Résultat net ajusté	
Intérêts minoritaires	716	113	Intérêts minoritaires	
Résultat net, part du groupe par action (en euros)	1,06	0,45	Résultat net ajusté par action (en euros)	
Résultat net, part du groupe dilué par action (en euros)	1,06	0,45	Résultat net ajusté dilué par action (en euros)	

Troisième trimestre clos 30 septembre 2013 :

	COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ		COMPTE DE RÉSULTAT AJUSTÉ	
	3e trimestre clos le 30 septembre 2013	3e trimestre clos le 30 septembre 2013		
Chiffre d'affaires	2 845	2 845	Chiffre d'affaires	
Coût des ventes	(1 590)	(1 590)	Coût des ventes	
Marge brute	1 255	1 255	Marge brute	
Charges administratives et commerciales hors amortissements des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	(822)	(822)	Charges administratives et commerciales hors amortissements des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	
Charges de restructuration et autres charges et produits opérationnels	(37)	(37)	Charges de restructuration et autres charges et produits opérationnels	
Amortissements des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	(100)			
Dépréciations des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	-			
Autres produits	7			
Autres charges	(10)			
Résultat opérationnel (EBIT)	293	396	Résultat opérationnel ajusté (EBITA)	
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	3	3	Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	
Coût du financement	(71)	(71)	Coût du financement	
Produits perçus des investissements financiers	(5)	(5)	Produits perçus des investissements financiers	
Autres produits financiers	3			
Autres charges financières	(73)			
Résultat des activités avant impôt	150	323	Résultat des activités avant impôt ajusté	
Impôt sur les résultats	(58)	(132)	Impôt sur les résultats	
Résultat net des activités poursuivies	92			
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession	504			
Résultat net	596	191	Résultat net ajusté avant intérêts minoritaires	
<i>Dont</i>			<i>Dont</i>	
Résultat net, part du groupe	376	154	Résultat net ajusté	
Intérêts minoritaires	220	37	Intérêts minoritaires	
Résultat net, part du groupe par action (en euros)	0,28	0,12	Résultat net ajusté par action (en euros)	
Résultat net, part du groupe dilué par action (en euros)	0,28	0,12	Résultat net ajusté dilué par action (en euros)	

Premier semestre clos le 30 juin 2013 :

	COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ		COMPTE DE RÉSULTAT AJUSTÉ	
	Semestre clos le 30 juin 2013	Semestre clos le 30 juin 2013	Semestre clos le 30 juin 2013	Semestre clos le 30 juin 2013
Chiffre d'affaires	5 745	5 745	Chiffre d'affaires	5 745
Coût des ventes	(3 272)	(3 272)	Coût des ventes	(3 272)
Marge brute	2 473	2 473	Marge brute	2 473
Charges administratives et commerciales hors amortissements des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	(1 727)	(1 727)	Charges administratives et commerciales hors amortissements des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	(1 727)
Charges de restructuration et autres charges et produits opérationnels	(60)	(60)	Charges de restructuration et autres charges et produits opérationnels	(60)
Amortissements des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	(202)			
Dépréciations des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	(5)			
Autres produits	28			
Autres charges	(38)			
Résultat opérationnel (EBIT)	469	686	Résultat opérationnel ajusté (EBITA)	686
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	(7)	(7)	Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	(7)
Coût du financement	(156)	(156)	Coût du financement	(156)
Produits perçus des investissements financiers	25	25	Produits perçus des investissements financiers	25
Autres produits financiers	44			
Autres charges financières	(151)			
Résultat des activités avant impôt	224	548	Résultat des activités avant impôt ajusté	548
Impôt sur les résultats	127	(27)	Impôt sur les résultats	(27)
Résultat net des activités poursuivies	351			
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession	1 180			
Résultat net	1 531	521	Résultat net ajusté avant intérêts minoritaires	521
<i>Dont</i>			<i>Dont</i>	
Résultat net, part du groupe	1 035	445	Résultat net ajusté	445
Intérêts minoritaires	496	76	Intérêts minoritaires	76
Résultat net, part du groupe par action (en euros)	0,78	0,34	Résultat net ajusté par action (en euros)	0,34
Résultat net, part du groupe dilué par action (en euros)	0,78	0,33	Résultat net ajusté dilué par action (en euros)	0,33

Deuxième trimestre clos 30 juin 2013 :

	COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ		COMPTE DE RÉSULTAT AJUSTÉ	
	2e trimestre clos le 30 juin 2013	2e trimestre clos le 30 juin 2013	2e trimestre clos le 30 juin 2013	2e trimestre clos le 30 juin 2013
Chiffre d'affaires	2 919	2 919	Chiffre d'affaires	2 919
Coût des ventes	(1 633)	(1 633)	Coût des ventes	(1 633)
Marge brute	1 286	1 286	Marge brute	1 286
Charges administratives et commerciales hors amortissements des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	(883)	(883)	Charges administratives et commerciales hors amortissements des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	(883)
Charges de restructuration et autres charges et produits opérationnels	(18)	(18)	Charges de restructuration et autres charges et produits opérationnels	(18)
Amortissements des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	(109)			
Dépréciations des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	15			
Autres produits	28			
Autres charges	(11)			
Résultat opérationnel (EBIT)	308	385	Résultat opérationnel ajusté (EBITA)	385
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	1	1	Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	1
Coût du financement	(76)	(76)	Coût du financement	(76)
Produits perçus des investissements financiers	11	11	Produits perçus des investissements financiers	11
Autres produits financiers	3			
Autres charges financières	(128)			
Résultat des activités avant impôt	119	321	Résultat des activités avant impôt ajusté	321
Impôt sur les résultats	117	30	Impôt sur les résultats	30
Résultat net des activités poursuivies	236			
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession	496			
Résultat net	732	351	Résultat net ajusté avant intérêts minoritaires	351
<i>Dont</i>			<i>Dont</i>	
Résultat net, part du groupe	501	311	Résultat net ajusté	311
Intérêts minoritaires	231	40	Intérêts minoritaires	40
Résultat net, part du groupe par action (en euros)	0,38	0,23	Résultat net ajusté par action (en euros)	0,23
Résultat net, part du groupe dilué par action (en euros)	0,38	0,23	Résultat net ajusté dilué par action (en euros)	0,23

3 Commentaires sur les performances opérationnelles de SFR

Le chiffre d'affaires de SFR s'établit à 2 443 millions d'euros. Le ralentissement de la baisse du chiffre d'affaires se poursuit avec un recul de 5,8 % au premier trimestre 2014, comparé à une baisse de 7,1 % au dernier trimestre 2013.

A fin mars 2014, le parc total de clients mobiles de SFR s'élève à 21,293 millions, en hausse de 3,2 %¹ par rapport à fin mars 2013. Le parc total d'abonnés mobiles s'élève à 18,020 millions, soit 84,6 % du parc total de clients mobiles. Le parc des clients résidentiels abonnés à l'Internet haut débit progresse de 45 000 clients au premier trimestre 2014, à 5,302 millions.

Le chiffre d'affaires de l'activité Grand Public² s'inscrit à 1 611 millions d'euros, en repli de 8,9 % par rapport au premier trimestre 2013.

Sur le marché du Grand Public Mobile², le parc d'abonnés est en léger recul de 21 000 abonnés au premier trimestre 2014. A la fin du trimestre, le parc d'abonnés mobiles Grand Public totalise 11,360 millions de clients, en hausse de 2,9 %^{1,2} par rapport à fin mars 2013. Le parc total de clients mobiles Grand Public (abonnés et prépayés) de SFR s'élève à 14,387 millions. En 4G, SFR couvre plus de 40 % de la population, dans 1 300 villes, avec plus de 1,4 million de clients au 31 mars 2014.

Sur le marché du Grand Public Fixe², le parc des clients résidentiels en France métropolitaine abonnés à l'Internet haut débit s'élève à 5,252 millions à fin mars 2014, en progression de 43 000 par rapport à fin 2013. Au sein du parc de clients abonnés à l'Internet haut débit², le parc fibre s'établit à 221 000 abonnés. L'offre « Multi-Packs de SFR » enregistre une croissance de 528 000 clients par rapport à fin mars 2013 et compte maintenant 2,482 millions de clients, soit 47,3 % du parc haut débit.

Le chiffre d'affaires de l'activité Entreprises³ s'établit à 427 millions d'euros, en diminution de 8,0 % par rapport au premier trimestre 2013 en raison d'un contexte macro-économique difficile.

Le chiffre d'affaires de l'activité Opérateurs et autres⁴ progresse de 12,2 % par rapport à fin mars 2013, à 405 millions d'euros, principalement grâce à la croissance de l'activité des opérateurs.

Le résultat opérationnel ajusté avant amortissements (EBITDA) de SFR atteint 625 millions d'euros, en recul de 11,0 % par rapport à fin mars 2013, un recul atténué par son plan de transformation.

Le 7 mai 2014, SFR a annoncé le renouvellement de son alliance stratégique mondiale avec Vodafone (sans prise de participation) pour une durée de quatre années supplémentaires. Les deux entreprises continueront d'offrir des services de télécommunication fixes et mobiles aux multinationales en France, ainsi que des services de roaming aux clients.

Se reporter à la note 6 des états financiers condensés du 1^{er} trimestre 2014.

¹ Le parc final du 1^{er} trimestre 2013 exclut 92 000 lignes inactives suite à une purge technique réalisée au 4^{ème} trimestre 2013.

² Marché métropolitain, toutes marques confondues.

³ Marché métropolitain, marque SFR Business Team.

⁴ Comprend notamment les activités Opérateurs, SRR (filiale de SFR à La Réunion) ainsi que l'élimination des flux intragroupes.

4 Chiffre d'affaires et résultat opérationnel ajusté par métier – Données trimestrielles 2014 et 2013

Note préliminaire :

Le 5 avril 2014, le Conseil de surveillance de Vivendi a décidé de retenir l'offre d'Altice/Numericable pour la cession de SFR. En conséquence, à compter du premier trimestre 2014, en application de la norme IFRS 5, SFR est présenté dans les états financiers consolidés de Vivendi comme une activité en cours de cession.

Pour mémoire, le 11 octobre 2013, Vivendi a déconsolidé Activision Blizzard suite à la cession de 88 % de sa participation et le 14 mai 2014, Vivendi va finaliser la cession de sa participation de 53 % dans le groupe Maroc Telecom. En conséquence, à compter du deuxième trimestre 2013 et en application de la norme IFRS 5, le groupe Maroc Telecom et Activision Blizzard sont présentés dans les états financiers consolidés de Vivendi comme des activités cédées ou en cours de cession.

En pratique, les produits et charges de ces trois métiers ont été traités de la manière suivante :

- leur contribution jusqu'à leur cession effective, le cas échéant, à chaque ligne du compte de résultat consolidé de Vivendi (avant intérêts minoritaires) est regroupée sur la ligne « Résultat net des activités cédées ou en cours de cession » ;
- conformément à la norme IFRS 5, ces retraitements sont appliqués à l'ensemble des périodes présentées afin de rendre l'information homogène ;
- leur quote-part de résultat net est exclue du résultat net ajusté de Vivendi.

Se reporter à l'annexe 2 du rapport financier pour une présentation des retraitements effectués sur les données telles que publiées dans le Document de référence 2013.

(en millions d'euros)	2014			
	1er trimestre clos le 31 mars			
Chiffre d'affaires				
Groupe Canal+	1 317			
Universal Music Group	984			
GVT	405			
Autres	21			
Eliminations des opérations intersegment	(5)			
Total Vivendi	2 722			
Résultat opérationnel ajusté (EBITA)				
Groupe Canal+	175			
Universal Music Group	56			
GVT	83			
Autres	(20)			
Holding & Corporate	(26)			
Total Vivendi	268			
(en millions d'euros)	2013			
	1er trimestre clos le 31 mars	2e trimestre clos le 30 juin	3e trimestre clos le 30 sept.	4e trimestre clos le 31 déc.
Chiffre d'affaires				
Groupe Canal+	1 286	1 314	1 257	1 454
Universal Music Group	1 091	1 145	1 162	1 488
GVT	438	446	413	412
Autres	16	17	18	21
Eliminations des opérations intersegment	(5)	(3)	(5)	(3)
Total Vivendi	2 826	2 919	2 845	3 372
Résultat opérationnel ajusté (EBITA)				
Groupe Canal+	183	247	217	(36)
Universal Music Group	55	88	112	256
GVT	99	97	102	107
Autres	(14)	(22)	(21)	(23)
Holding & Corporate	(22)	(25)	(14)	(26)
Total Vivendi	301	385	396	278

Page laissée blanche intentionnellement

III- Etats financiers consolidés du premier trimestre clos le 31 mars 2014

Compte de résultat condensé

	Note	Trimestres clos le 31 mars (non audités)		Exercice clos le 31 décembre 2013
		2014	2013 (a)	
Chiffre d'affaires	3	2 722	2 826	11 962
Coût des ventes		(1 636)	(1 639)	(6 878)
Charges administratives et commerciales		(917)	(937)	(3 939)
Charges de restructuration et autres charges et produits opérationnels		10	(42)	(181)
Dépréciations des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises		-	(20)	(6)
Autres produits		-	-	88
Autres charges		(3)	(27)	(54)
Résultat opérationnel		176	161	992
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence		(6)	(8)	(21)
Coût du financement	4	(19)	(80)	(300)
Produits perçus des investissements financiers		-	14	66
Autres produits financiers		40	41	51
Autres charges financières		(18)	(23)	(538)
Résultat des activités avant impôt		173	105	250
Impôt sur les résultats	5	(101)	10	(15)
Résultat net des activités poursuivies		72	115	235
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession	6	516	684	2 544
Résultat net		588	799	2 779
<i>Dont</i>				
Résultat net, part du groupe		431	534	1 967
dont résultat net des activités poursuivies, part du groupe		57	82	133
dont résultat net des activités cédées ou en cours de cession, part du groupe		374	452	1 834
Intérêts minoritaires		157	265	812
dont résultat net des activités poursuivies		15	33	102
dont résultat net des activités cédées ou en cours de cession		142	232	710
Résultat net des activités poursuivies, part du groupe par action	7	0,04	0,06	0,10
Résultat net des activités poursuivies, part du groupe dilué par action	7	0,04	0,06	0,10
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession, part du groupe par action	7	0,28	0,34	1,38
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession, part du groupe dilué par action	7	0,28	0,34	1,37
Résultat net, part du groupe par action	7	0,32	0,40	1,48
Résultat net, part du groupe dilué par action	7	0,32	0,40	1,47

Données en millions d'euros, sauf données par action, en euros.

- a. En application de la norme IFRS 5 - *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, SFR (à compter du premier trimestre 2014) ainsi que le groupe Maroc Telecom et Activision Blizzard (à compter du deuxième trimestre 2013) sont présentés dans le compte de résultat consolidé comme des activités cédées ou en cours de cession (se reporter à la note 6). Le 11 octobre 2013, Vivendi a déconsolidé Activision Blizzard suite à la cession de 88 % de sa participation. Les retraitements des données telles que publiées dans le Document de référence 2013 sont présentés dans la note 12.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers condensés.

Tableau du résultat global condensé

(en millions d'euros)	Trimestres clos le 31 mars (non audités)		Exercice clos le 31 décembre 2013
	2014	2013	
Résultat net	588	799	2 779
Gains/(pertes) actuariels liés aux régimes de retraites à prestations définies, nets	-	(2)	(23)
Éléments non recyclables en compte de résultat	-	(2)	(23)
Ecart de conversion	62	475	(1 429)
Gains/(pertes) latents, nets	4	20	58
<i>Dont instruments de couverture</i>	<i>(9)</i>	<i>18</i>	<i>(21)</i>
<i>actifs disponibles à la vente</i>	<i>13</i>	<i>2</i>	<i>79</i>
Autres impacts, nets	17	1	15
Éléments recyclables ultérieurement en compte de résultat	83	496	(1 356)
Charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres	83	494	(1 379)
Résultat global	671	1 293	1 400
Dont			
Résultat global, part du groupe	520	1 003	789
Résultat global, intérêts minoritaires	151	290	611

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers condensés.

Bilan condensé

(en millions d'euros)

	Note	31 mars 2014 (non audité)	31 décembre 2013
ACTIF			
Ecarts d'acquisition		10 519	17 147
Actifs de contenus non courants		2 528	2 623
Autres immobilisations incorporelles		395	4 306
Immobilisations corporelles		3 209	7 541
Titres mis en équivalence		290	446
Actifs financiers non courants		638	654
Impôts différés		667	733
Actifs non courants		18 246	33 450
Stocks		99	330
Impôts courants		636	627
Actifs de contenus courants		981	1 149
Créances d'exploitation et autres		2 227	4 898
Actifs financiers courants		21	45
Trésorerie et équivalents de trésorerie		868	1 041
		4 832	8 090
Actifs détenus en vue de la vente		1 230	1 078
Actifs des métiers cédés ou en cours de cession	6	25 025	6 562
Actifs courants		31 087	15 730
TOTAL ACTIF		49 333	49 180
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF			
Capital		7 368	7 368
Primes d'émission		8 381	8 381
Actions d'autocontrôle		(22)	(1)
Réserves et autres		2 237	1 709
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Vivendi SA		17 964	17 457
Intérêts minoritaires		1 659	1 573
Capitaux propres		19 623	19 030
Provisions non courantes		2 715	2 904
Emprunts et autres passifs financiers à long terme	8	8 309	8 737
Impôts différés		685	680
Autres passifs non courants		205	757
Passifs non courants		11 914	13 078
Provisions courantes		272	619
Emprunts et autres passifs financiers à court terme	8	3 934	3 529
Dettes d'exploitation et autres		5 213	10 416
Impôts courants		105	79
		9 524	14 643
Passifs associés aux actifs détenus en vue de la vente		-	-
Passifs associés aux actifs des métiers cédés ou en cours de cession	6	8 272	2 429
Passifs courants		17 796	17 072
Total passif		29 710	30 150
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF		49 333	49 180

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers condensés.

Tableau des flux de trésorerie condensés

(en millions d'euros)

	Trimestres clos le 31 mars (non audités)		Exercice clos le 31 décembre 2013
	2014	2013 (a)	
Activités opérationnelles			
Résultat opérationnel	176	161	992
Retraitements	176	273	919
<i>Dont amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</i>	239	258	1 014
Investissements de contenus, nets	30	27	(148)
Marge brute d'autofinancement	382	461	1 763
Autres éléments de la variation nette du besoin en fonds de roulement opérationnel	(83)	21	(3)
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant impôt	299	482	1 760
Impôts nets payés	7	63	102
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles poursuivies	306	545	1 862
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles cédées ou en cours de cession	579	826	3 378
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles	885	1 371	5 240
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(298)	(355)	(1 047)
Acquisitions de sociétés consolidées, nettes de la trésorerie acquise	(46)	(13)	(42)
Acquisitions de titres mis en équivalence	(62)	-	-
Augmentation des actifs financiers	(21)	(11)	(69)
Investissements	(427)	(379)	(1 158)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1	1	33
Cessions de sociétés consolidées, nettes de la trésorerie cédée	(16)	-	2 739
Cessions de titres mis en équivalence	-	-	8
Diminution des actifs financiers	4	44	724
Désinvestissements	(11)	45	3 504
Dividendes reçus de sociétés mises en équivalence	-	-	3
Dividendes reçus de participations non consolidées	-	7	54
Flux nets de trésorerie d'investissement liés aux activités poursuivies	(438)	(327)	2 403
Flux nets de trésorerie d'investissement liés aux activités cédées ou en cours de cession	(594)	(550)	(3 590)
Flux nets de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(1 032)	(877)	(1 187)
Activités de financement			
Augmentations de capital liées aux rémunérations fondées sur des instruments de capitaux propres de Vivendi SA	67	7	195
Cessions/(acquisitions) de titres d'autocontrôle de Vivendi SA	(21)	-	-
Dividendes versés aux actionnaires de Vivendi SA	-	-	(1 325)
Autres opérations avec les actionnaires	(2)	-	(1 046)
Dividendes versés par les filiales à leurs actionnaires minoritaires	(1)	-	(34)
Opérations avec les actionnaires	43	7	(2 210)
Mise en place d'emprunts et augmentation des autres passifs financiers à long terme	1 217	2 184	2 490
Remboursement d'emprunts et diminution des autres passifs financiers à long terme	(1 657)	(1 894)	(1 910)
Remboursement d'emprunts à court terme	(989)	(279)	(5 188)
Autres variations des emprunts et autres passifs financiers à court terme	1 719	91	34
Intérêts nets payés	(19)	(80)	(300)
Autres flux liés aux activités financières	(11)	(16)	(341)
Opérations sur les emprunts et autres passifs financiers	260	6	(5 215)
Flux nets de trésorerie de financement liés aux activités poursuivies	303	13	(7 425)
Flux nets de trésorerie de financement liés aux activités cédées ou en cours de cession	(167)	(184)	1 007
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement	136	(171)	(6 418)
Effet de change des activités poursuivies	1	6	(48)
Effet de change des activités cédées ou en cours de cession	(2)	36	(44)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(12)	365	(2 457)
Reclassement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie des activités en cours de cession	(161)	-	(396)
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Ouverture	1 041	3 894	3 894
Clôture	868	4 259	1 041

- a. En application de la norme IFRS 5 - *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, SFR (à compter du premier trimestre 2014) ainsi que le groupe Maroc Telecom et Activision Blizzard (à compter du deuxième trimestre 2013) sont présentés dans le tableau des flux de trésorerie consolidés comme des activités cédées ou en cours de cession (se reporter à la note 6). Le 11 octobre 2013, Vivendi a déconsolidé Activision Blizzard suite à la cession de 88 % de sa participation. Les retraitements des données telles que publiées dans le Document de référence 2013 sont présentés dans la note 12.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers condensés.

Tableaux de variation des capitaux propres condensés

Premier trimestre clos le 31 mars 2014 (non audité)

(en millions d'euros, sauf nombre d'actions)

	Capital					Réserves et autres				Capitaux propres
	Actions ordinaires		Primes d'émission	Autocontrôle	Sous-total	Réserves	Gains (pertes) latents, nets	Écarts de conversion	Sous-total	
	Nombre d'actions (en milliers)	Capital social								
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2013	1 339 610	7 368	8 381	(1)	15 748	5 236	184	(2 138)	3 282	19 030
<i>Attribuable aux actionnaires de Vivendi SA</i>	<i>1 339 610</i>	<i>7 368</i>	<i>8 381</i>	<i>(1)</i>	<i>15 748</i>	<i>3 604</i>	<i>185</i>	<i>(2 080)</i>	<i>1 709</i>	<i>17 457</i>
<i>Attribuable aux actionnaires minoritaires des filiales</i>	-	-	-	-	-	1 632	(1)	(58)	1 573	1 573
Apports par les / distributions aux actionnaires de Vivendi SA	-	-	-	(21)	(21)	6	-	-	6	(15)
Variation des parts d'intérêts de Vivendi SA dans ses filiales sans perte de contrôle	-	-	-	-	-	2	-	-	2	2
OPERATIONS ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE VIVENDI SA (A)	-	-	-	(21)	(21)	8	-	-	8	(13)
Apports par les / distributions aux actionnaires minoritaires des filiales	-	-	-	-	-	(66)	-	-	(66)	(66)
Dont dividendes distribués par les filiales aux actionnaires minoritaires	-	-	-	-	-	(66)	-	-	(66)	(66)
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales	-	-	-	-	-	1	-	-	1	1
OPERATIONS ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES MINORITAIRES DES FILIALES (B)	-	-	-	-	-	(65)	-	-	(65)	(65)
Résultat net	-	-	-	-	-	588	-	-	588	588
Charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	17	4	62	83	83
RESULTAT GLOBAL (C)	-	-	-	-	-	605	4	62	671	671
VARIATIONS DE LA PÉRIODE (A+B+C)	-	-	-	(21)	(21)	548	4	62	614	593
<i>Attribuables aux actionnaires de Vivendi SA</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(21)</i>	<i>(21)</i>	<i>458</i>	<i>4</i>	<i>66</i>	<i>528</i>	<i>507</i>
<i>Attribuables aux actionnaires minoritaires des filiales</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>90</i>	<i>-</i>	<i>(4)</i>	<i>86</i>	<i>86</i>
SITUATION AU 31 MARS 2014	1 339 610	7 368	8 381	(22)	15 727	5 784	188	(2 076)	3 896	19 623
<i>Attribuable aux actionnaires de Vivendi SA</i>	<i>1 339 610</i>	<i>7 368</i>	<i>8 381</i>	<i>(22)</i>	<i>15 727</i>	<i>4 062</i>	<i>189</i>	<i>(2 014)</i>	<i>2 237</i>	<i>17 964</i>
<i>Attribuable aux actionnaires minoritaires des filiales</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	1 722	(1)	(62)	1 659	1 659

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers condensés.

Premier trimestre clos le 31 mars 2013 (non audité)

(en millions d'euros, sauf nombre d'actions)

	Capital					Réserves et autres				Capitaux propres
	Actions ordinaires		Primes d'émission	Autocontrôle	Sous-total	Réserves	Gains (pertes) latents, nets	Écarts de conversion	Sous-total	
	Nombre d'actions (en milliers)	Capital social								
SITUATION AU 01 JANVIER 2013	1 323 962	7 282	8 271	(25)	15 528	6 346	126	(709)	5 763	21 291
<i>Attribuable aux actionnaires de Vivendi SA</i>	<i>1 323 962</i>	<i>7 282</i>	<i>8 271</i>	<i>(25)</i>	<i>15 528</i>	<i>3 529</i>	<i>129</i>	<i>(861)</i>	<i>2 797</i>	<i>18 325</i>
<i>Attribuable aux actionnaires minoritaires des filiales</i>	-	-	-	-	-	2 817	(3)	152	2 966	2 966
Apports par les / distributions aux actionnaires de Vivendi SA	-	-	-	-	-	8	-	-	8	8
Variation des parts d'intérêts de Vivendi SA dans ses filiales sans perte de contrôle	-	-	-	-	-	24	-	-	24	24
OPERATIONS ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE VIVENDI SA (A)	-	-	-	-	-	32	-	-	32	32
Apports par les / distributions aux actionnaires minoritaires des filiales	-	-	-	-	-	(99)	-	-	(99)	(99)
<i>Dont dividendes distribués par les filiales aux actionnaires minoritaires</i>	-	-	-	-	-	(99)	-	-	(99)	(99)
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales	-	-	-	-	-	(1)	-	-	(1)	(1)
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales	-	-	-	-	-	30	-	-	30	30
OPERATIONS ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES MINORITAIRES DES FILIALES (B)	-	-	-	-	-	(70)	-	-	(70)	(70)
Résultat net	-	-	-	-	-	799	-	-	799	799
Charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	(1)	20	475	494	494
RESULTAT GLOBAL (C)	-	-	-	-	-	798	20	475	1 293	1 293
VARIATIONS DE LA PÉRIODE (A+B+C)	-	-	-	-	-	760	20	475	1 255	1 255
<i>Attribuables aux actionnaires de Vivendi SA</i>	-	-	-	-	-	566	18	451	1 035	1 035
<i>Attribuables aux actionnaires minoritaires des filiales</i>	-	-	-	-	-	194	2	24	220	220
SITUATION AU 31 MARS 2013	1 323 962	7 282	8 271	(25)	15 528	7 106	146	(234)	7 018	22 546
<i>Attribuable aux actionnaires de Vivendi SA</i>	<i>1 323 962</i>	<i>7 282</i>	<i>8 271</i>	<i>(25)</i>	<i>15 528</i>	<i>4 095</i>	<i>147</i>	<i>(410)</i>	<i>3 832</i>	<i>19 360</i>
<i>Attribuable aux actionnaires minoritaires des filiales</i>	-	-	-	-	-	3 011	(1)	176	3 186	3 186

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers condensés

Exercice 2013

(en millions d'euros, sauf nombre d'actions)

	Capital					Réserves et autres				Capitaux propres
	Actions ordinaires				Sous-total	Réserves	Gains (pertes) latents, nets	Écarts de conversion	Sous-total	
	Nombre d'actions (en milliers)	Capital social	Primes d'émission	Autocontrôle						
SITUATION AU 01 JANVIER 2013	1 323 962	7 282	8 271	(25)	15 528	6 346	126	(709)	5 763	21 291
Attribuable aux actionnaires de Vivendi SA	1 323 962	7 282	8 271	(25)	15 528	3 529	129	(861)	2 797	18 325
Attribuable aux actionnaires minoritaires des filiales	-	-	-	-	-	2 817	(3)	152	2 966	2 966
Apports par les / distributions aux actionnaires de Vivendi SA	15 648	86	110	24	220	(1 296)	-	-	(1 296)	(1 076)
Dividendes versés par Vivendi SA (1 euro par action)	-	-	-	-	-	(1 325)	-	-	(1 325)	(1 325)
Augmentations de capital liées aux plans de rémunérations fondées sur des instruments de capitaux propres de Vivendi SA	15 648	86	110	24	220	29	-	-	29	249
Dont plans d'épargne groupe Vivendi (25 juillet 2013)	12 286	68	81	-	149	-	-	-	-	149
Variation des parts d'intérêts de Vivendi SA dans ses filiales sans perte de contrôle	-	-	-	-	-	(581)	-	-	(581)	(581)
Dont acquisition de la participation minoritaire de Groupe Lagardère dans Canal+ France	-	-	-	-	-	(636)	-	-	(636)	(636)
OPERATIONS ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE VIVENDI SA (A)	15 648	86	110	24	220	(1 877)	-	-	(1 877)	(1 657)
Apports par les / distributions aux actionnaires minoritaires des filiales	-	-	-	-	-	(431)	-	-	(431)	(431)
Dont dividendes distribués par les filiales aux actionnaires minoritaires	-	-	-	-	-	(431)	-	-	(431)	(431)
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales	-	-	-	-	-	(1 273)	-	-	(1 273)	(1 273)
Dont cession de 88 % de la participation dans Activision Blizzard	-	-	-	-	-	(1 272)	-	-	(1 272)	(1 272)
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales	-	-	-	-	-	(300)	-	-	(300)	(300)
Dont acquisition de la participation minoritaire de Groupe Lagardère dans Canal+ France	-	-	-	-	-	(387)	-	-	(387)	(387)
OPERATIONS ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES MINORITAIRES DES FILIALES (B)	-	-	-	-	-	(2 004)	-	-	(2 004)	(2 004)
Résultat net	-	-	-	-	-	2 779	-	-	2 779	2 779
Charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	(8)	58	(1 429)	(1 379)	(1 379)
RESULTAT GLOBAL (C)	-	-	-	-	-	2 771	58	(1 429)	1 400	1 400
VARIATIONS DE LA PÉRIODE (A+B+C)	15 648	86	110	24	220	(1 110)	58	(1 429)	(2 481)	(2 261)
Attribuables aux actionnaires de Vivendi SA	15 648	86	110	24	220	75	56	(1 219)	(1 088)	(868)
Attribuables aux actionnaires minoritaires des filiales	-	-	-	-	-	(1 185)	2	(210)	(1 393)	(1 393)
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2013	1 339 610	7 368	8 381	(1)	15 748	5 236	184	(2 138)	3 282	19 030
Attribuable aux actionnaires de Vivendi SA	1 339 610	7 368	8 381	(1)	15 748	3 604	185	(2 080)	1 709	17 457
Attribuable aux actionnaires minoritaires des filiales	-	-	-	-	-	1 632	(1)	(58)	1 573	1 573

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers condensés.

Notes annexes aux états financiers consolidés

Réuni au siège social le 12 mai 2014, le Directoire a arrêté le rapport financier et les états financiers condensés non audités du premier trimestre clos le 31 mars 2014. Ils ont été examinés par le Comité d'audit du 14 mai 2014.

Les états financiers condensés non audités du premier trimestre clos le 31 mars 2014 se lisent en complément des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2013 tels qu'ils figurent dans le Rapport annuel - Document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 14 avril 2014 (« Document de référence 2013 », pages 210 et suivantes).

Note 1 Principes comptables et méthodes d'évaluation

1.1 Etats financiers intermédiaires

Les états financiers condensés intermédiaires du premier trimestre de l'exercice 2014 sont présentés et ont été préparés sur la base de la norme IAS 34 - *Information financière intermédiaire*, telle qu'adoptée dans l'Union Européenne (UE) et publiée par l'IASB (*International Accounting Standards Board*). Ainsi, à l'exception des éléments décrits au paragraphe 1.2 infra, Vivendi a appliqué les mêmes méthodes comptables que dans ses états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013 (se reporter notamment à la note 1 « Principes comptables et méthodes d'évaluation » des états financiers, pages 220 et suivantes du Document de référence 2013) et les dispositions suivantes ont été retenues :

- Le calcul de l'impôt de la période est le résultat du produit du taux effectif annuel d'impôt estimé, appliqué au résultat comptable de la période avant impôt. L'estimation du taux effectif annuel d'impôt prend notamment en considération la reconnaissance prévue sur l'exercice des actifs d'impôt différé précédemment non reconnus.
- Les charges comptabilisées sur la période au titre des rémunérations en actions, des avantages au personnel et de la participation des salariés correspondent au prorata des charges estimées de l'année, éventuellement retraité des événements non récurrents intervenus sur la période.

1.2 Nouvelles normes et interprétations IFRS applicables à partir du 1^{er} janvier 2014

Vivendi a appliqué à compter du premier trimestre 2014 l'interprétation IFRIC 21 - *Droits ou taxes*, publiée par l'IFRIC le 20 mai 2013 et restant à adopter dans l'UE, qui clarifie certains traitements comptables applicables aux droits ou taxes, conformément à IAS 37 - *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*.

IFRIC 21 traite spécifiquement de la comptabilisation du passif au titre d'un droit ou d'une taxe exigible imposé par les autorités publiques aux entreprises selon des dispositions légales ou réglementaires, à l'exception notamment de l'impôt sur les résultats et de la TVA. L'application de cette interprétation a donc pu conduire, le cas échéant, à modifier l'analyse du fait générateur de la reconnaissance du passif. Cette interprétation, d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2014, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2013, n'a pas eu d'incidence matérielle sur les états financiers de Vivendi.

En outre et pour mémoire, lors de la publication de ses états financiers condensés trimestriels au 31 mars 2013, Vivendi a choisi d'appliquer par anticipation, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2012, les normes relatives aux méthodes de consolidation : IFRS 10 - *Etats financiers consolidés*, IFRS 11 - *Partenariats*, IFRS 12 - *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, IAS 27 - *Etats financiers individuels*, et IAS 28 - *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, dont les incidences sont décrites dans la note 1 de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013 – pages 220 et suivantes du Document de référence 2013. L'application de ces normes n'a pas eu d'incidence matérielle sur les états financiers de Vivendi.

Note 2 Principaux mouvements de périmètre

2.1 Projet de cession de SFR et cession du groupe Maroc Telecom

Se reporter à la note 6.

2.2 Acquisition de 51 % de Mediaserv par Groupe Canal+

Conformément à l'accord annoncé le 12 juillet 2013, et après avoir reçu l'accord de l'Autorité de la concurrence le 10 février 2014, Canal+ Overseas a finalisé, le 13 février 2014, l'acquisition de 51 % de Mediaserv, opérateur télécom en outremer.

Note 3 Information sectorielle

Les participations de Vivendi dans SFR, le groupe Maroc Telecom et Activision Blizzard, cédées ou en cours de cession au 31 mars 2014, ne sont plus présentées dans l'information sectorielle en conséquence de l'application de la norme IFRS 5 - *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*. Le 11 octobre 2013, Vivendi a déconsolidé Activision Blizzard suite à la cession de 88 % de sa participation. Les comptes de résultat précédemment publiés ont été retraités afin de rendre l'information homogène et les actifs et passifs de SFR et du groupe Maroc Telecom ont été reclassés en actifs et passifs non alloués au 31 mars 2014 (se reporter à la note 6).

Se reporter à la note 12 pour une présentation détaillée des retraitements effectués sur les états financiers tels que publiés dans le Document de référence 2013.

Comptes de résultat consolidés**Trimestre clos le 31 mars 2014**

(en millions d'euros)	Groupe Canal+	Universal Music Group	GVT	Autres activités	Holding & Corporate	Eliminations	Total Vivendi
Chiffre d'affaires réalisé avec des tiers	1 313	983	405	21	-	-	2 722
Chiffre d'affaires réalisé avec d'autres secteurs opérationnels	4	1	-	-	-	(5)	-
Chiffre d'affaires	1 317	984	405	21	-	(5)	2 722
Charges d'exploitation hors amortissements et dépréciations des immobilisations et hors charges relatives aux rémunérations fondées sur des instruments de capitaux propres	(1 077)	(902)	(247)	(40)	(22)	5	(2 283)
Charges relatives aux rémunérations fondées sur des instruments de capitaux propres	(4)	(2)	-	-	(4)	-	(10)
EBITDA	236	80	158	(19)	(26)	-	429
Coûts de restructuration	-	(6)	-	-	-	-	(6)
Résultat de cession d'actifs corporels et incorporels	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments opérationnels non récurrents	(1)	(4)	-	-	-	-	(5)
Amortissements d'immobilisations corporelles	(43)	(14)	(68)	-	-	-	(125)
Amortissements d'immobilisations incorporelles hors ceux liés aux regroupements d'entreprises	(17)	-	(7)	(1)	-	-	(25)
Résultat opérationnel ajusté (EBITA)	175	56	83	(20)	(26)	-	268
Amortissements des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	(1)	(81)	(6)	(1)	-	-	(89)
Dépréciations des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-
Autres produits	-	-	-	-	-	-	-
Autres charges	-	-	-	-	-	-	(3)
Résultat opérationnel (EBIT)							176
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence							(6)
Coût du financement							(19)
Produits perçus des investissements financiers							-
Autres produits financiers							40
Autres charges financières							(18)
Impôt sur les résultats							(101)
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession							516
Résultat net							588
<i>Dont</i>							
Résultat net, part du groupe							431
Intérêts minoritaires							157

Trimestre clos le 31 mars 2013

(en millions d'euros)	Groupe Canal+	Universal Music Group	GVT	Autres activités	Holding & Corporate	Eliminations	Total Vivendi
Chiffre d'affaires réalisé avec des tiers	1 283	1 090	438	15	-	-	2 826
Chiffre d'affaires réalisé avec d'autres secteurs opérationnels	3	1	-	1	-	(5)	-
Chiffre d'affaires	1 286	1 091	438	16	-	(5)	2 826
Charges d'exploitation hors amortissements et dépréciations des immobilisations et hors charges relatives aux rémunérations fondées sur des instruments de capitaux propres	(1 036)	(988)	(262)	(28)	(20)	5	(2 329)
Charges relatives aux rémunérations fondées sur des instruments de capitaux propres	(2)	(2)	-	-	(1)	-	(5)
EBITDA	248	101	176	(12)	(21)	-	492
Coûts de restructuration	-	(26)	-	-	-	-	(26)
Résultat de cession d'actifs corporels et incorporels	(6)	-	-	-	-	-	(6)
Autres éléments opérationnels non récurrents	(7)	(5)	-	(1)	(1)	-	(14)
Amortissements d'immobilisations corporelles	(38)	(15)	(71)	(1)	-	-	(125)
Amortissements d'immobilisations incorporelles hors ceux liés aux regroupements d'entreprises	(14)	-	(6)	-	-	-	(20)
Résultat opérationnel ajusté (EBITA)	183	55	99	(14)	(22)	-	301
Amortissements des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	-	(80)	(12)	(1)	-	-	(93)
Dépréciations des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises	-	(20)	-	-	-	-	(20)
Autres produits							-
Autres charges							(27)
Résultat opérationnel (EBIT)							161
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence							(8)
Coût du financement							(80)
Produits perçus des investissements financiers							14
Autres produits financiers							41
Autres charges financières							(23)
Impôt sur les résultats							10
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession							684
Résultat net							799
<i>Dont</i>							
Résultat net, part du groupe							534
Intérêts minoritaires							265

Bilan

(en millions d'euros)	Groupe Canal+	Universal Music Group	GVT	Autres activités	Holding & Corporate	SFR	Total Vivendi
31 mars 2014							
Actifs sectoriels (a)	7 528	8 019	4 952	246	162	-	20 907
<i>Dont titres mis en équivalence</i>	221	69	-	-	-	-	290
Actifs non alloués (b)							28 426
Total Actif							49 333
Passifs sectoriels (c)	2 578	2 346	429	87	2 965	-	8 405
Passifs non alloués (d)							21 305
Total Passif							29 710
Augmentation des immobilisations corporelles et incorporelles	32	9	154	2	-	-	197
Investissements industriels, nets (capex, net) (e)	43	8	244	2	-	-	297
31 décembre 2013							
Actifs sectoriels (a)	7 500	8 256	4 674	251	154	18 304	39 139
<i>Dont titres mis en équivalence</i>	220	74	-	-	-	152	446
Actifs non alloués (b)							10 041
Total Actif							49 180
Passifs sectoriels (c)	2 631	2 600	548	78	5 141	3 698	14 696
Passifs non alloués (d)							15 454
Total Passif							30 150
Augmentation des immobilisations corporelles et incorporelles	213	54	776	8	1	1 665	2 717
Investissements industriels, nets (capex, net) (e)	211	26	769	8	-	1 610	2 624

- a. Les actifs sectoriels comprennent les écarts d'acquisition, les actifs de contenus, les autres immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles, les titres mis en équivalence, les actifs financiers, les stocks et les créances d'exploitation et autres.
- b. Les actifs non alloués comprennent les impôts différés actifs, les impôts courants, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les actifs détenus en vue de la vente.
 Au 31 mars 2014, ils comprennent également les actifs de SFR et du groupe Maroc Telecom, en cours de cession, pour respectivement 18 429 et 6 596 millions d'euros ainsi que les 83 millions d'actions Activision Blizzard résiduelles détenues par Vivendi, valorisées à 1 230 millions d'euros.
 Au 31 décembre 2013, ils comprenaient les actifs du groupe Maroc Telecom pour 6 562 millions d'euros et les actions Activision Blizzard (1 078 millions d'euros).
- c. Les passifs sectoriels comprennent les provisions, les autres passifs non courants et les dettes d'exploitation.
- d. Les passifs non alloués comprennent les emprunts et autres passifs financiers, les impôts différés passifs, les impôts courants ainsi que les passifs associés aux actifs détenus en vue de la vente.
 Au 31 mars 2014, ils comprennent également les passifs associés aux actifs de SFR et du groupe Maroc Telecom, en cours de cession, pour respectivement 6 014 millions d'euros (hors passifs financiers avec Vivendi SA) et 2 258 millions d'euros.
 Au 31 décembre 2013, ils comprenaient les passifs associés aux actifs de du groupe Maroc Telecom pour 2 429 millions d'euros.
- e. Correspondent aux sorties nettes de trésorerie liées aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

Note 4 Coût du financement

(en millions d'euros) (Charge)/produit	Note	Trimestres clos le 31 mars		Exercice clos le 31
		2014	2013	décembre 2013
Charges d'intérêts sur les emprunts	8	(86)	(135)	(532)
Produits d'intérêts sur les prêts à SFR	6	62	51	212
Charges d'intérêts nettes sur les emprunts		(24)	(84)	(320)
Produits d'intérêts de la trésorerie		5	4	20
Coût du financement des activités poursuivies		(19)	(80)	(300)
Frais et primes sur émission ou remboursement d'emprunts et de lignes de crédit et dénouement anticipé d'instruments dérivés de couverture		(3)	(5)	(202)
		(22)	(85)	(502)

Note 5 Impôt

(en millions d'euros) (Charge)/produit d'impôt	Trimestres clos le 31 mars		Exercice clos le 31
	2014	2013	décembre 2013
Incidence des régimes de l'intégration fiscale de Vivendi SA et du bénéfice mondial consolidé	(23) (a)	69 (b)	254 (b) (c)
Autres composantes de l'impôt	(78)	(59)	(269)
Impôt sur les résultats	(101)	10	(15)

- Correspond notamment à la variation de l'économie d'impôt différé liée au régime de l'intégration fiscale de Vivendi SA, qui est une charge de 49 millions d'euros sur le premier trimestre 2014.
- Dont 50 millions d'euros sur le premier trimestre 2013 et (1) million d'euros sur l'exercice 2013 au titre de l'économie courante et différée liée à l'intégration fiscale de SFR. En 2014, SFR est présumée ne plus faire partie du groupe d'intégration fiscale de Vivendi, dans l'hypothèse de sa cession à Altice/Numericable avant la fin de l'année.
- Sur l'exercice 2013, l'économie d'intégration fiscale est essentiellement due à Groupe Canal+.

Note 6 Activités cédées ou en cours de cession

En application de la norme IFRS 5 - *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, SFR, le groupe Maroc Telecom et Activision Blizzard sont présentés dans les états financiers consolidés de Vivendi comme des activités cédées ou en cours de cession selon les modalités suivantes :

- **SFR** : le 5 avril 2014, le Conseil de surveillance de Vivendi a décidé de retenir l'offre d'Altice/Numericable pour la cession de SFR. A compter du premier trimestre 2014, SFR est présenté dans le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie consolidés comme une activité en cours de cession. En outre, la contribution de SFR à chaque ligne du bilan consolidé de Vivendi au 31 mars 2014 est regroupée sur les lignes « Actifs des métiers cédés ou en cours de cession » et « Passifs associés aux actifs des métiers cédés ou en cours de cession ».
- **Groupe Maroc Telecom** : le 14 mai 2014, Vivendi va finaliser la cession de sa participation de 53 % dans le groupe Maroc Telecom. Le groupe Maroc Telecom est présenté dans le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie consolidés comme une activité en cours de cession. En outre, sa contribution à chaque ligne du bilan consolidé de Vivendi aux 31 mars 2014 et 31 décembre 2013 est regroupée sur les lignes « Actifs des métiers cédés ou en cours de cession » et « Passifs associés aux actifs des métiers cédés ou en cours de cession ».
- **Activision Blizzard** : le 11 octobre 2013, Vivendi a déconsolidé Activision Blizzard suite à la cession de 88 % de sa participation. Activision Blizzard est présenté dans le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie consolidés comme une activité en cours de cession. Sur le premier trimestre 2013, le résultat net d'Activision Blizzard s'est élevé à 364 millions d'euros. Se reporter à la note 7.1 de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013 – pages 252 à 254 du Document de référence 2013.

Ces retraitements sont présentés dans la note 12.

6.1 Projet de cession de SFR

Le 5 mars 2014, Vivendi a reçu deux offres engageantes de prise de contrôle majoritaire de sa filiale SFR. Ces offres émanaient d'Altice, maison-mère de Numericable, et du Groupe Bouygues. Elles étaient adossées à des engagements de financement. Le 14 mars 2014, le Conseil de surveillance de Vivendi a étudié les deux offres et a décidé d'entrer en négociations exclusives avec Altice pour une période de trois semaines. L'offre d'Altice prévoyait un paiement à Vivendi de 11,75 milliards d'euros, l'attribution de 32 % du capital de l'entité cotée combinée et la sortie de Vivendi selon des modalités programmées.

Au cours de ses séances des 4 et 5 avril 2014, le Conseil de surveillance de Vivendi a pris connaissance du résultat des négociations menées avec Altice/Numericable, dans le cadre de l'exclusivité réciproque accordée le 14 mars, en vue d'un rapprochement entre SFR et Numericable et a décidé, à l'unanimité, de retenir l'offre révisée d'Altice/Numericable qui représente une valeur d'entreprise totale supérieure à 17 milliards d'euros, soit un multiple de 7,0 fois l'EBITDA estimé pour 2014. Les principales caractéristiques de cette offre sont les suivantes :

Paiement en numéraire à la date de réalisation	13,5 milliards d'euros
Participation de Vivendi dans l'entité combinée	20 % (société cotée)
Participation d'Altice dans l'entité combinée	60 % pour Altice (flottant = 20 %)
Liquidité	<ul style="list-style-type: none"> - Période d'incessibilité de 1 an suivant la finalisation de l'opération. - Promesse de vente à Altice à valeur de marché (assortie d'une valeur minimale^(*)) sur la participation détenue par Vivendi en plusieurs tranches (7 %, 7 %, 6 %) sur une période de 1 mois commençant respectivement le 19^{ème}, le 31^{ème} et le 43^{ème} mois suivant la finalisation de l'opération. - Possibilité de vendre ou distribuer des titres cotés avec un droit de préemption d'Altice.
Complément de prix	Complément de prix potentiel de 750 millions d'euros si (EBITDA - Capex) de l'entité combinée est au moins égal à 2 milliards d'euros au cours d'un exercice.
Financement	<ul style="list-style-type: none"> - Endettement de l'entité combinée de 11,6 milliards d'euros. - Engagement initial des banques refinancé le 23 avril 2014 sous forme d'obligations (7,8 milliards d'euros) et de dette bancaire (3,8 milliards d'euros).
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> - Participation minoritaire de Vivendi au Conseil d'administration. - Droit de veto sur certaines décisions sous réserve d'une détention par Vivendi de 20 % du capital de l'entité combinée.

() Moyenne pondérée par les volumes du cours de bourse de Numericable sur les 20 jours de bourse précédant la date de réalisation de l'opération, majoré d'un taux annuel de 5 % sur la période allant de la date de réalisation à la notification de l'exercice de la promesse de vente.*

Dans le cadre d'un nouvel engagement d'exclusivité réciproque avec Altice/Numericable, la finalisation de cette opération est soumise aux procédures de consultation des instances représentatives du personnel de Numericable, Vivendi et SFR sur le projet proposé par Altice/Numericable et d'obtention des autorisations des autorités administratives compétentes. Cette opération devrait être finalisée d'ici fin 2014.

Cette décision met un terme au projet de mise en bourse de SFR.

Dans les états financiers condensés du premier trimestre clos le 31 mars 2014, Vivendi a considéré que les conditions d'application de la norme IFRS 5 au projet de cession de SFR étaient réunies, compte tenu de l'échéance attendue pour la réalisation effective de cette opération. Les données présentées *infra* correspondent à la contribution du segment opérationnel « SFR » comprenant SFR S.A. et ses filiales, ainsi que la participation de Vivendi, au travers de la société SIG 50, dans les activités de distribution de produits et services de télécommunication.

La plus-value de cession de SFR sera déterminée comme la différence entre le prix de cession de 100 % de SFR (paiement en numéraire de 13,5 milliards d'euros et valeur de la participation résiduelle dans l'entité combinée estimée à 3,0 milliards d'euros, hors complément de prix éventuel) et l'actif net de SFR dans les comptes de Vivendi à la date de perte de contrôle. La plus-value sera comptabilisée après la finalisation de la cession et présentée en « Résultat net des activités cédées ou en cours de cession » ; sur la base du bilan de SFR au 31 mars 2014 et sans prendre en considération le complément de prix éventuel (750 millions d'euros), la plus-value est estimée à environ 3,7 milliards d'euros (après impôt).

6.1.1 Compte de résultat

SFR (en millions d'euros)	Trimestres clos le 31 mars		Exercice clos le 31
	2014	2013	décembre 2013
Chiffre d'affaires	2 443	2 594	10 199
EBITDA	625	702	2 766
Résultat opérationnel ajusté (EBITA)	255	328	1 073
Résultat opérationnel (EBIT)	237	311	(1 427)
Résultat des activités avant impôt	164	251	(1 689)
Impôt sur les résultats	(70)	(98)	(315)
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession	94	153	(2 004)
Dont part du groupe	92	152	(2 010)
intérêts minoritaires	2	1	6

Le résultat net de SFR comprend notamment les intérêts payés par SFR sur le montant des emprunts auprès de Vivendi SA (62 millions d'euros sur le premier trimestre 2014, 51 millions d'euros sur le premier trimestre 2013 et 212 millions d'euros sur l'exercice 2013).

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 5, Vivendi arrêtera de comptabiliser l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles de SFR à compter du deuxième trimestre 2014.

6.1.2 Bilan

SFR (en millions d'euros)	31 mars 2014
Ecarts d'acquisition	6 722
Immobilisations incorporelles	3 849
Immobilisations corporelles	4 431
Créances d'exploitation et autres	2 730
Trésorerie et équivalents de trésorerie	138
Autres	559
Actifs des métiers cédés ou en cours de cession	18 429
Provisions	471
Emprunts et autres passifs financiers	9 076
<i>dont Emprunts auprès de Vivendi (a)</i>	<i>8 625</i>
Dettes d'exploitation et autres	4 512
Autres	538
Passifs	14 597
Emprunts auprès de Vivendi (a)	(8 625)
Autres créances intercos, nettes	42
Passifs associés aux actifs des métiers cédés ou en cours de cession	6 014
	12 415

- a. Les emprunts de SFR auprès de Vivendi sont constitués :
- d'une avance en compte courant consentie en juin 2011. Cette ligne est tirée à hauteur de 7 425 millions d'euros au 31 mars 2014. Cette avance est libellée pour la quasi-totalité en euros;
 - d'un prêt conclu en décembre 2011 pour 1 200 millions d'euros, portant intérêt au taux Euribor + 0,825 % et dont l'échéance est juin 2015.

6.1.3 Tableau de flux de trésorerie

SFR (en millions d'euros)	Trimestres clos le 31 mars		Exercice clos le 31 décembre 2013
	2014	2013	
Activités opérationnelles			
Marge brute d'autofinancement	595	695	2 565
Autres éléments de la variation nette du besoin en fonds de roulement opérationnel	(255)	(308)	(305)
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles de SFR	277	249	1 961
Activités d'investissement			
Investissements industriels, nets	(447)	(485)	(1 610)
Autres	(1)	(1)	(28)
Flux nets de trésorerie d'investissement de SFR	(448)	(486)	(1 638)
Activités de financement			
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires	-	-	(3)
Intérêts nets payés sur les financements propres de SFR	(4)	(4)	(16)
Intérêts payés sur les emprunts auprès de Vivendi	(62)	(51)	(212)
Autres opérations sur les emprunts et autres passifs financiers	31	66	(46)
Flux nets de trésorerie de financement de SFR hors opérations intercos	(35)	11	(277)
Dividendes versés à Vivendi	-	(982)	(982)
Opérations avec Vivendi sur les emprunts et autres passifs financiers	(50)	1 154	1 063
Flux nets de trésorerie de financement de SFR	(85)	183	(196)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de SFR	(256)	(54)	127
Trésorerie et équivalents de trésorerie de SFR			
Ouverture	394	267	267
Clôture	138	213	394

6.1.4 Engagements et litiges de SFR

Accord de mutualisation d'une partie des réseaux mobiles de SFR

Le 31 janvier 2014, SFR et Bouygues Telecom ont conclu un accord stratégique de mutualisation de leurs réseaux mobiles. Ils vont déployer un nouveau réseau d'accès mobile partagé dans une zone correspondant à 57 % de la population. Cet accord permet aux deux opérateurs d'améliorer leur couverture mobile et de réaliser des économies significatives dans le temps.

L'accord repose sur deux principes :

- d'une part, la création d'une société commune, pour gérer le patrimoine des sites radio mis en commun ;
- d'autre part, la prestation de service de « *RAN-sharing* » rendue mutuellement par les opérateurs en 2G, 3G et 4G sur le territoire partagé.

Cet accord de mutualisation s'inscrit dans la lignée des nombreux dispositifs du même type déjà mis en œuvre dans d'autres pays européens. Chaque opérateur conserve une capacité d'innovation autonome ainsi qu'une indépendance commerciale et tarifaire totale. L'accord de mutualisation est entré en vigueur à sa signature et devrait aboutir à la finalisation du réseau cible fin 2017.

Dans l'attente de sa mise en œuvre, cet accord se traduit par des engagements donnés pour environ 1 800 millions d'euros et des engagements reçus pour environ 2 260 millions d'euros, soit un engagement net reçu d'environ 460 millions d'euros, qui porte sur l'ensemble de la durée à long terme de l'accord.

Acquisition de Groupe Telindus France

Suite aux négociations exclusives initiées le 13 février 2014, Vivendi et Belgacom ont signé le 28 mars 2014 un accord portant sur l'acquisition de 100 % des titres de sa filiale Groupe Telindus France, un des leaders français sur le marché de l'intégration télécoms et réseaux, pour un montant total de 95 millions d'euros. L'opération a été finalisée le 30 avril 2014 suite à l'accord de l'Autorité de la concurrence.

Autres engagements

Au 31 décembre 2013, le montant total net des engagements de SFR s'élevait à 3 058 millions d'euros et se décomposait de la manière suivante :

- contrats commerciaux non enregistrés au bilan, y compris les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles pour un montant net de 939 millions d'euros ;

- contrats de locations et sous-locations simples non enregistrées au bilan pour un montant net de 1 790 millions d'euros, principalement constitué des locaux administratifs et techniques ;
- engagements de couverture liés aux licences de télécommunications : se reporter à la note 14 des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013 – page 268 du Document de référence ;
- cautions et garanties bancaires pour un montant net de 169 millions d'euros, dont notamment 105 millions d'euros au titre du contrat de partenariat public-privé GSM-R ;
- engagements/provisions liés aux plans de retraite et de prestations complémentaires pour 76 millions d'euros ;
- nantissements pour 84 millions d'euros.

Par ailleurs, le 27 mars 2014, dans le cadre de son activité de délégation de service public (DSP) depuis 2004 sur le département de l'Oise, SFR a signé le contrat du projet « Oise THD » pour l'exploitation et la commercialisation de 280 000 prises FTTH. Le montant total de cet engagement s'élève à 125 millions d'euros sur 15 ans.

Litiges

La description des litiges dans lesquels SFR est partie (demandeur ou défendeur) est présentée dans la note 10.

6.2 Cession du groupe Maroc Telecom

Le 14 mai 2014, conformément aux accords conclus en novembre 2013, Vivendi va céder à Etisalat sa participation de 53 % dans le groupe Maroc Telecom et va encaisser un produit de cession en numéraire de 4 138 millions d'euros, après ajustement contractuel de prix (49 millions d'euros).

Les principales modalités de cette cession sont les suivantes :

- Vivendi va accorder à Etisalat des engagements et garanties portant sur SPT (société holding du groupe Maroc Telecom), Maroc Telecom et ses filiales, usuels pour ce type d'opération, ainsi que certaines garanties spécifiques.
- Le montant de toute indemnisation qui serait due par Vivendi au titre des pertes indemnisables subies par Maroc Telecom ou l'une de ses filiales sera affecté d'un coefficient égal au pourcentage indirectement détenu par Vivendi dans la société concernée à la date de réalisation de la cession (soit 53 % pour Maroc Telecom).
- L'obligation globale d'indemnisation de Vivendi sera soumise à un plafond égal à 50 % du prix de cession initial, ce plafond étant porté à 100 % pour les engagements relatifs à SPT.
- Les engagements d'indemnisation consentis par Vivendi au titre de ces garanties seront une durée générale de 24 mois suivant la réalisation de l'opération (mai 2016), étant toutefois précisé que les garanties de nature fiscale pourront être mises en œuvre jusqu'au 15 janvier 2018, et celles relatives à SPT jusqu'à l'expiration d'une période de 4 ans suivant la réalisation de l'opération (mai 2018).
- En garantie du paiement de toute indemnisation due au titre des garanties spécifiques mentionnées *supra*, Vivendi délivrera à Etisalat une garantie bancaire d'un montant de 247 millions d'euros, expirant le 15 février 2018.

Dans les comptes condensés de Vivendi pour le premier trimestre 2014, le groupe Maroc Telecom est comptabilisé comme une activité en cours de cession, conformément à la norme IFRS 5.

A compter du 14 mai 2014, Vivendi aura perdu le contrôle et déconsolidera le groupe Maroc Telecom. La plus-value de cession sera déterminée comme la différence entre le produit de cession et l'actif net du groupe Maroc Telecom dans les comptes de Vivendi à la date de perte de contrôle. En outre, conformément aux normes IFRS, les écarts de conversion et autres éléments directement comptabilisés en capitaux propres liés au groupe Maroc Telecom seront recyclés en résultat (soit une perte d'environ 58 millions d'euros au 31 mars 2014). La plus-value sera comptabilisée au deuxième trimestre de l'exercice 2014 et présentée en « Résultat net des activités cédées ou en cours de cession » ; sur la base du bilan au 31 mars 2014, elle est estimée à environ 786 millions d'euros (après impôt).

6.2.1 Compte de résultat

Groupe Maroc Telecom (en millions d'euros)	Trimestres clos le 31 mars		Exercice clos le 31
	2014	2013	décembre 2013
Chiffre d'affaires	641	644	2 559
EBITDA	351	379	1 453
Résultat opérationnel ajusté (EBITA)	351	273	1 215
Résultat opérationnel (EBIT)	351	266	1 202
Résultat des activités avant impôt	351	260	1 169
Impôt sur les résultats	(81)	(93)	(386)
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession	270	167	783
Dont part du groupe	130	77	348
intérêts minoritaires	140	90	435

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 5, Vivendi a arrêté de comptabiliser l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles du groupe Maroc Telecom à compter du 1^{er} juillet 2013. Ce retraitement représente un impact positif de 120 millions d'euros sur le premier trimestre 2014 et 245 millions d'euros sur le second semestre de l'exercice 2013.

6.2.2 Bilan

Groupe Maroc Telecom (en millions d'euros)	31 mars 2014
Ecarts d'acquisition	2 388
Immobilisations corporelles	2 536
Créances d'exploitation et autres	794
Trésorerie et équivalents de trésorerie	419
Autres	459
Actifs des métiers cédés ou en cours de cession	6 596
Emprunts et autres passifs financiers	608
Dettes d'exploitation et autres	1 471
Autres	179
Passifs associés aux actifs des métiers cédés ou en cours de cession	2 258
	4 338

Au 31 mars 2014,

- le montant des capitaux propres attribuables aux actionnaires minoritaires du groupe Maroc Telecom s'élève à 1 255 millions d'euros (contre 1 176 millions d'euros au 31 décembre 2013) ;
- les autres éléments du résultat global du groupe Maroc Telecom comprennent des écarts de conversion pour -58 millions d'euros, part du groupe (contre -50 millions d'euros au 31 décembre 2013), correspondant à une perte de change latente qui reflète la dépréciation du dirham marocain depuis 2001, recyclés en résultat de cession du groupe Maroc Telecom lors de la finalisation de la vente.

Engagements non enregistrés au bilan

Le montant des engagements du groupe Maroc Telecom s'élevait à 635 millions d'euros au 31 décembre 2013. Ils comprenaient 591 millions d'euros au titre du programme d'investissements signé avec l'Etat marocain sur les années 2013 – 2015 ainsi que des engagements commerciaux et des contrats conclus dans le cadre de l'activité courante de Maroc Telecom et ses filiales tels que des contrats de capacités satellitaires et des garanties bancaires.

6.2.3 Tableau de flux de trésorerie

Groupe Maroc Telecom (en millions d'euros)	Trimestres clos le 31 mars		Exercice clos le 31 décembre 2013
	2014	2013	
Activités opérationnelles			
Marge brute d'autofinancement	345	372	1 448
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles du groupe Maroc Telecom	302	330	1 110
Activités d'investissement			
Investissements industriels, nets	(146)	(128)	(434)
Autres	-	5	5
Flux nets de trésorerie d'investissement du groupe Maroc Telecom	(146)	(123)	(429)
Activités de financement			
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires	(20)	(5)	(328)
Autres opérations avec les actionnaires minoritaires	(12)	-	-
Opérations sur les emprunts et autres passifs financiers	(100)	(208)	(42)
Flux nets de trésorerie de financement du groupe Maroc Telecom	(132)	(213)	(370)
Effet de change	(2)	2	(1)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie du groupe Maroc Telecom	22	(4)	310
Trésorerie et équivalents de trésorerie du groupe Maroc Telecom			
Ouverture	396	86	86
Clôture	418 (a)	82	396 (a)

a. Comprend 310 millions d'euros de dividendes au titre de l'exercice 2012.

Note 7 Résultat par action

	Trimestres clos le 31 mars				Exercice clos le 31 décembre 2013	
	2014		2013		décembre 2013	
	De base	Dilué	De base	Dilué	De base	Dilué
Résultat (en millions d'euros)						
Résultat net des activités poursuivies, part du groupe	57	57	82	82	133	133
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession, part du groupe	374	374	452	451	1 834	1 831
Résultat net, part du groupe	431	431	534	533	1 967	1 964
Nombre d'actions (en millions)						
Nombre d'actions moyen pondéré en circulation (a)	1 340,8	1 340,8	1 322,5	1 322,5	1 330,6	1 330,6
Effet dilutif potentiel lié aux rémunérations payées en actions	-	7,9	-	4,2	-	4,7
Nombre d'actions moyen pondéré ajusté	1 340,8	1 348,7	1 322,5	1 326,7	1 330,6	1 335,3
Résultat par action (en euros)						
Résultat net des activités poursuivies, part du groupe par action	0,04	0,04	0,06	0,06	0,10	0,10
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession, part du groupe par action	0,28	0,28	0,34	0,34	1,38	1,37
Résultat net, part du groupe par action	0,32	0,32	0,40	0,40	1,48	1,47

a. Net des titres d'autocontrôle (138 506 titres sur le premier trimestre 2014).

Note 8 Emprunts et autres passifs financiers

(en millions d'euros)	31 mars 2014			31 décembre 2013		
	Total	Long terme	Court terme	Total	Long terme	Court terme
Emprunts obligataires	6 631	6 631	-	7 827	6 633	1 194
Emprunts bancaires (lignes de crédit confirmées tirées)	1 655	1 573	82	2 075	2 014	61
Billets de trésorerie émis	3 480	-	3 480	1 906	-	1 906
Découverts bancaires	222	-	222	143	-	143
Intérêts courus à payer	121	-	121	186	-	186
Autres	27	18	9	73	53	20
Valeur de remboursement des emprunts	12 136	8 222	3 914	12 210	8 700	3 510
Effet cumulé du coût amorti et des réévaluations liées à la comptabilité de couverture	24	24	-	8	8	-
Engagements d'achat d'intérêts minoritaires	61	56	5	22	22	-
Instruments financiers dérivés	22	7	15	26	7	19
Emprunts et autres passifs financiers	12 243	8 309	3 934	12 266	8 737	3 529

8.1 Emprunts obligataires

(en millions d'euros)	Taux d'intérêt (%)		Échéance	31 mars 2014	Arrivant à maturité avant le 31 mars					Arrivant à maturité après le 31 mars 2019	31 décembre 2013
	nominal	effectif			2015	2016	2017	2018	2019		
750 millions d'euros (juillet 2013)	2,375%	2,51%	janv.-19	750	-	-	-	-	750	-	750
700 millions d'euros (décembre 2012)	2,500%	2,65%	janv.-20	700	-	-	-	-	-	700	700
650 millions de dollars (avril 2012)	3,450%	3,56%	janv.-18	69	-	-	-	69	-	-	69
800 millions de dollars (avril 2012)	4,750%	4,91%	avr.-22	188	-	-	-	-	-	188	189
1 250 millions d'euros (janvier 2012)	4,125%	4,31%	juil.-17	1 250	-	-	-	1 250	-	-	1 250
500 millions d'euros (novembre 2011)	4,875%	5,00%	nov.-18	500	-	-	-	-	500	-	500
1 050 millions d'euros (juillet 2011)	4,750%	4,67%	juil.-21	1 050	-	-	-	-	-	1 050	1 050
750 millions d'euros (mars 2010)	4,000%	4,15%	mars-17	750	-	-	750	-	-	-	750
700 millions d'euros (décembre 2009)	4,875%	4,95%	déc.-19	700	-	-	-	-	-	700	700
500 millions d'euros (décembre 2009)	4,250%	4,39%	déc.-16	500	-	-	500	-	-	-	500
300 millions d'euros - SFR (juillet 2009)	5,000%	5,05%	juil.-14	-	-	-	-	-	-	-	300
1 120 millions d'euros (janvier 2009)	7,750%	7,69%	janv.-14	- (a)	-	-	-	-	-	-	894
700 millions de dollars (avril 2008)	6,625%	6,85%	avr.-18	174	-	-	-	-	174	-	175
Valeur de remboursement des emprunts obligataires				6 631	-	-	1 250	1 319	1 424	2 638	7 827

a. Remboursement en janvier 2014 de l'emprunt à 7,75 % de janvier 2009 pour 894 millions d'euros.

8.2 Emprunts bancaires

(en millions d'euros)	Échéance	Montant maximum	31 mars 2014	Arrivant à maturité avant le 31 mars					Arrivant à maturité après le 31 mars 2019	31 décembre 2013
				2015	2016	2017	2018	2019		
Ligne de crédit de 1,5 milliard d'euros (mars 2013)	mars-18	1 500	-	-	-	-	-	-	-	205
Ligne de crédit de 1,5 milliard d'euros (mai 2012)	mai-17	1 500	-	-	-	-	-	-	-	-
Ligne de crédit de 1,1 milliard d'euros (janvier 2012)	janv.-17	1 100	-	-	-	-	-	-	-	-
Ligne de crédit de 40 millions d'euros (janvier 2012)	janv.-15	40	-	-	-	-	-	-	-	-
Ligne de crédit de 5 milliards d'euros (mai 2011) tranche C : 2 milliards d'euros	mai-16	2 000	700	-	-	700	-	-	-	975
Ligne de crédit de 1 milliard d'euros (septembre 2010)	sept.-15	1 000	475	-	475	-	-	-	-	475
GVT - BNDES	-	463	450	62	68	88	71	62	99	391
Groupe Canal+ - VSTV	-	37	30	20	10	-	-	-	-	29
Lignes de crédit bancaire confirmées tirées			1 655	82	553	788	71	62	99	2 075
Lignes de crédit bancaire confirmées et non tirées			5 986	48	527	2 402	3 003	2	4	5 554
Total des lignes de crédit bancaire du groupe			7 641	130	1 080	3 190	3 074	64	103	7 629
Billets de trésorerie émis (a)			3 480	3 480						1 906

a. Les billets de trésorerie sont adossés à des lignes de crédit bancaire confirmées. Ils sont classés dans les emprunts à court terme du bilan consolidé.

Les lignes de crédit bancaire de Vivendi SA, lorsqu'elles sont tirées, portent intérêt à taux variable.

Par ailleurs, le 4 mars 2013, une lettre de crédit d'un montant de 975 millions d'euros, échéance mars 2016, a été émise dans le cadre de l'appel du jugement Liberty Media. Cet engagement financier hors-bilan est sans impact sur la dette nette de Vivendi. Se reporter à la note 23 de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013 – page 287 du Document de référence 2013.

8.3 Notation de la dette financière

La notation de Vivendi au 12 mai 2014, date de la réunion du Directoire arrêtant les comptes condensés du premier trimestre clos le 31 mars 2014, est la suivante :

Agence de notation	Date de notation	Type de dette	Notations	Perspective
Standard & Poor's	27 juillet 2005 (a)	Dette long terme <i>corporate</i>	BBB	Stable (a)
		Dette court terme <i>corporate</i>	A-2	
		Dette senior non garantie (<i>unsecured</i>)	BBB	
Moody's	13 septembre 2005 (b)	Dette long terme senior non garantie (<i>unsecured</i>)	Baa2	Stable (b)
Fitch Ratings	10 décembre 2004	Dette long terme senior non garantie (<i>unsecured</i>)	BBB	Stable

- Le 14 avril 2014, l'agence de notation Standard & Poor's a relevé la perspective de Vivendi, passant de « négative » à « stable », et a réaffirmé la notation de la dette BBB/A-2.
- Le 8 avril 2014, l'agence de notation Moody's a relevé la perspective de Vivendi, passant de « négative » à « stable », et a réaffirmé la notation de la dette long terme Baa2.

Note 9 Engagements

Les principaux engagements contractés/amendés au cours du premier trimestre 2014 sont décrits ci-après.

Engagements contractuels de contenus

Groupe Canal+ a remporté les droits de diffusion d'événements sportifs suivants :

- le 14 janvier 2014 : droits exclusifs du Championnat de France de rugby « TOP 14 » pour cinq saisons (2014/2015 à 2018/2019). Ces droits portent sur l'intégralité des matches du TOP 14, sur tous les supports et dans tous les territoires ;
- le 4 avril 2014 : deux lots premium du Championnat de France de football Ligue 1 pour quatre saisons (2016/2017 à 2019/2020) pour un montant global de 2 160 millions d'euros (soit 540 millions d'euros par saison) ;
- le 11 avril 2014 : un lot premium des droits de diffusion de la Ligue des Champions pour trois saisons (2015/2016 à 2017/2018).

Engagements d'investissements

Vivendi a mis en place un fonds, avec la société Bertelsmann, dédié à l'investissement dans des activités éducatives sur les cinq prochaines années. Selon les termes de l'accord, le montant de l'engagement s'élève à 24 millions d'euros au 31 mars 2014.

Engagements d'achats et de cession de titres

Pour une description des engagements concernant les activités cédées ou en cours de cession, se reporter à la note 6.

Passifs et actifs éventuels consécutifs aux engagements donnés ou reçus dans le cadre de cessions ou d'acquisitions de titres

Le 23 décembre 2013, le Conseil d'Etat a annulé, avec un effet différé au 1^{er} juillet 2014, l'autorisation de l'acquisition des chaînes Direct 8 et Direct Star (renommées respectivement D8 et D17) qui avait été accordée par l'Autorité de la concurrence le 23 juillet 2012. Le 15 janvier 2014, Vivendi et Groupe Canal+ ont déposé une nouvelle notification auprès de l'Autorité de la concurrence. Le 2 avril 2014, l'Autorité de la concurrence a de nouveau autorisé l'opération sous condition du respect d'engagements pris par Vivendi et Groupe Canal+. Ces engagements sont identiques à ceux pris lors de la précédente autorisation de 2012 à l'exception d'un engagement supplémentaire portant sur l'acquisition des droits de diffusion des deuxième et troisième fenêtres des films français. Leur durée est de cinq ans à partir du 23 juillet 2012. En 2017, l'Autorité aura la possibilité de demander une reconduction de ces engagements pour une même durée si cela lui apparaissait nécessaire après une nouvelle analyse concurrentielle.

Note 10 Litiges

Dans le cours normal de ses activités, Vivendi est mis en cause dans un certain nombre de procédures judiciaires, gouvernementales, arbitrales et administratives.

La description des litiges dans lesquels Vivendi ou des sociétés de son groupe sont parties (demandeur ou défendeur) est présentée dans la note 28 de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013 figurant dans le Document de référence 2013 (pages 309 et suivantes) et dans la section 3 du Chapitre 1 figurant dans le Document de référence 2013 (pages 35 et suivantes). Les paragraphes suivants constituent une mise à jour au 12 mai 2014, date de la réunion du Directoire arrêtant les comptes du premier trimestre clos le 31 mars 2014.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage, procédure gouvernementale ou judiciaire ou fait exceptionnel (y compris toute procédure, dont l'émetteur a connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé) susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société et du groupe, autres que ceux décrits ci-dessous.

BeIN Sport contre la Ligue nationale de rugby et Groupe Canal +

Le 11 mars 2014, BeIN Sports a saisi l'Autorité de la concurrence à l'encontre de Groupe Canal+ et de la Ligue nationale de rugby, contestant l'attribution à Canal+ des droits télévisuels du championnat de France de rugby.

Capitol Records et EMI Music Publishing contre MP3tunes

Le 9 novembre 2007, Capitol Records et EMI Music Publishing ont assigné MP3tunes et son fondateur Michael Robertson pour violation de copyright, leur reprochant les pratiques des sites sideload.com et mp3tunes.com. Le procès s'est tenu au cours du mois de mars 2014. Le 19 mars 2014, le jury a rendu un verdict favorable à Capitol Records et EMI. Il a jugé les défendeurs responsables d'avoir sciemment laissé des contenus non autorisés sur les sites internet mis en cause. Le 26 mars 2014, le jury a condamné les défendeurs à des dommages d'un montant de 41 millions de dollars.

Activité en cours de cession : SFR

Orange contre SFR et Bouygues Telecom

Le 29 avril 2014, Orange a saisi l'Autorité de la concurrence au sujet de l'accord de mutualisation d'une partie des réseaux d'accès mobiles de Bouygues Telecom et SFR, signé le 31 janvier 2014. Orange considère que cet accord constitue une pratique collusive, par action concertée et accord horizontal, entre entreprises concurrentes. Orange demande la suspension immédiate de sa mise en œuvre.

Note 11 Événements postérieurs à la clôture

Les principaux événements intervenus entre le 31 mars et le 12 mai 2014 (date de la réunion du Directoire de Vivendi arrêtant les comptes du premier trimestre clos le 31 mars 2014) sont les suivants :

- Le 4 avril 2014, Groupe Canal+ a remporté deux lots premium des droits de diffusion du Championnat de France de football de Ligue 1 pour quatre saisons (2016/2017 à 2019/2020) pour un montant global de 2 160 millions d'euros (soit 540 millions d'euros par saison).
- Le 5 avril 2014, le Conseil de surveillance de Vivendi a décidé de retenir l'offre d'Altice/Numericable pour la cession de SFR (se reporter à la note 6).
- Le 8 avril 2014, UMG a acquis 100 % de Eagle Rock Entertainment Group Limited, producteur et distributeur indépendant de programmes musicaux pour DVD, la télévision et les médias numériques.
- Le 11 avril 2014, Groupe Canal+ a remporté un lot premium des droits de diffusion de la Ligue des Champions pour trois saisons (2015/2016 à 2017/2018).
- Le 24 avril 2014, le Conseil de surveillance de Vivendi a décidé, sur proposition du Directoire, de soumettre à l'Assemblée générale des actionnaires du 24 juin 2014 la distribution à titre ordinaire de 1 euro par action, prélevée sur les primes d'émission, soit 0,50 euro au titre de la performance de 2013 et 0,50 euro au titre du retour aux actionnaires, représentant un montant de 1,34 milliard d'euros. La mise en paiement de cette distribution interviendra le 30 juin 2014. Le Conseil de surveillance a en outre prévu d'utiliser une part significative du numéraire disponible, à hauteur d'un montant de 3,5 milliards d'euros, sous la forme de

dividendes et/ou de rachats d'actions en 2014/2015. Au total, le montant reversé aux actionnaires devrait s'élever à près de 5 milliards d'euros.

Par ailleurs, le groupe entend conserver son rating au niveau BBB/Baa2, perspective « stable », relevée en avril 2014 après l'annonce de la vente de SFR.

- Le 30 avril 2014, l'acquisition de Groupe Telindus France a été finalisée suite à l'accord de l'Autorité de la concurrence.
- Le 8 mai 2014, Vivendi a annoncé la finalisation le 14 mai 2014 de la cession de sa participation de 53 % dans le groupe Maroc Telecom (se reporter à la note 6).

Note 12 Retraitement de l'information comparative

En application de la norme IFRS 5 - *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, SFR, le groupe Maroc Telecom et Activision Blizzard sont présentés dans les états financiers consolidés de Vivendi comme des activités cédées ou en cours de cession selon les modalités suivantes :

- **SFR** : le 5 avril 2014, Vivendi a retenu l'offre de Altice/Numericable concernant le projet de cession de SFR. A compter du premier trimestre 2014, SFR est présenté dans le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie consolidés comme une activité en cours de cession. En outre, la contribution de SFR à chaque ligne du bilan consolidé de Vivendi au 31 mars 2014 est regroupée sur les lignes « Actifs des métiers cédés ou en cours de cession » et « Passifs associés aux actifs des métiers cédés ou en cours de cession ».
- **Groupe Maroc Telecom** : le 14 mai 2014, Vivendi va finaliser la cession de sa participation de 53 % dans le groupe Maroc Telecom. Le groupe Maroc Telecom est présenté dans le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie consolidés comme une activité en cours de cession. En outre, sa contribution à chaque ligne du bilan consolidé de Vivendi aux 31 mars 2014 et 31 décembre 2013 est regroupée sur les lignes « Actifs des métiers cédés ou en cours de cession » et « Passifs associés aux actifs des métiers cédés ou en cours de cession ».
- **Activision Blizzard** : le 11 octobre 2013, Vivendi a déconsolidé Activision Blizzard suite à la cession de 88 % de sa participation. Activision Blizzard est présenté dans le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie consolidés comme une activité en cours de cession.

Les retraitements des données telles que publiées dans le Document de référence 2013 sont présentés *infra* et ne concernent que SFR.

12.1 Retraitements des principaux agrégats du compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	2013			
	1er trimestre clos le 31 mars	2e trimestre clos le 30 juin	Semestre clos le 30 juin	3e trimestre clos le 30 septembre
Résultat opérationnel (EBIT) (tel que publié (a))	472	668	1 140	610
Reclassements liés à l'application de la norme IFRS 5 pour SFR	- 311	- 360	- 671	- 317
Résultat opérationnel (EBIT) (retraité)	161	308	469	293

(en millions d'euros)	2013		
	Sur neuf mois au 30 septembre	4e trimestre clos le 31 décembre	Exercice clos le 31 décembre
Résultat opérationnel (EBIT) (tel que publié (a))	1 750	(2 185)	(435)
Reclassements liés à l'application de la norme IFRS 5 pour SFR	- 988	+ 2 415	+ 1 427
Résultat opérationnel (EBIT) (retraité)	762	230	992

- a. Tels que publiés dans le Document de référence 2013.

12.2 Retraitements du tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Trimestre clos le 31 mars 2013			Exercice clos le 31 décembre 2013		
	Reclassements			Reclassements		
	Publié	liés à IFRS 5 (a)	Retraité	Publié (b)	liés à IFRS 5 (a)	Retraité
Activités opérationnelles						
Résultat opérationnel	472	- 311	161	(435)	+ 1 427	992
Retraitements	657	- 384	273	4 911	- 3 992	919
<i>Dont amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</i>	648	- 390	258	5 106	- 4 092	1 014
<i>autres produits du résultat opérationnel</i>	-	-	-	(88)	-	(88)
<i>autres charges du résultat opérationnel</i>	27	-	27	57	- 3	54
Investissements de contenus, nets	27	-	27	(148)	-	(148)
Marge brute d'autofinancement	1 156	- 695	461	4 328	- 2 565	1 763
Autres éléments de la variation nette du besoin en fonds de roulement opérationnel	(287)	+ 308	21	(308)	+ 305	(3)
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant impôt	869	- 387	482	4 020	- 2 260	1 760
Impôts nets payés	(75)	+ 138	63	(197)	+ 299	102
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles poursuivies	794	- 249	545	3 823	- 1 961	1 862
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles cédées ou en cours de cession	577	+ 249	826	1 417	+ 1 961	3 378
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles	1 371	-	1 371	5 240	-	5 240
Activités d'investissement						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(842)	+ 487	(355)	(2 674)	+ 1 627	(1 047)
Acquisitions de sociétés consolidées, nettes de la trésorerie acquise	(13)	-	(13)	(43)	+ 1	(42)
Acquisitions de titres mis en équivalence	-	-	-	(2)	+ 2	-
Augmentation des actifs financiers	(12)	+ 1	(11)	(106)	+ 37	(69)
Investissements	(867)	+ 488	(379)	(2 825)	+ 1 667	(1 158)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	2	- 1	1	50	- 17	33
Cessions de sociétés consolidées, nettes de la trésorerie cédée	-	-	-	2 748	- 9	2 739
Cessions de titres mis en équivalence	-	-	-	8	-	8
Diminution des actifs financiers	44	-	44	727	- 3	724
Désinvestissements	46	- 1	45	3 533	- 29	3 504
Dividendes reçus de sociétés mises en équivalence	-	-	-	3	-	3
Dividendes reçus de participations non consolidées	8	- 1	7	54	-	54
Flux nets de trésorerie d'investissement affectés aux activités poursuivies	(813)	+ 486	(327)	765	+ 1 638	2 403
Flux nets de trésorerie d'investissement affectés aux activités cédées ou en cours de cession	(64)	- 486	(550)	(1 952)	- 1 638	(3 590)
Flux nets de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(877)	-	(877)	(1 187)	-	(1 187)
Activités de financement						
Augmentations de capital liées aux rémunérations fondées sur des instruments de capitaux propres de Vivendi SA	7	-	7	195	-	195
Cessions/(acquisitions) de titres d'autocontrôle de Vivendi SA	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés aux actionnaires de Vivendi SA	-	-	-	(1 325)	-	(1 325)
Autres opérations avec les actionnaires	-	-	-	(1 046)	-	(1 046)
Dividendes versés par les filiales à leurs actionnaires minoritaires	-	-	-	(37)	+ 3	(34)
Opérations avec les actionnaires	7	-	7	(2 213)	+ 3	(2 210)
Mise en place d'emprunts et augmentation des autres passifs financiers à long terme	2 185	- 1	2 184	2 491	- 1	2 490
Remboursement d'emprunts et diminution des autres passifs financiers à long terme	(1 901)	+ 7	(1 894)	(1 923)	+ 13	(1 910)
Remboursement d'emprunts à court terme	(280)	+ 1	(279)	(5 211)	+ 23	(5 188)
Autres variations des emprunts et autres passifs financiers à court terme	166	- 75	91	31	+ 3	34
Intérêts nets payés	(135)	+ 55	(80)	(528)	+ 228	(300)
Autres flux liés aux activités financières	(18)	+ 2	(16)	(349)	+ 8	(341)
Opérations sur les emprunts et autres passifs financiers	17	- 11	6	(5 489)	+ 274	(5 215)
Flux nets de trésorerie de financement liés aux activités poursuivies	24	- 11	13	(7 702)	+ 277	(7 425)
Flux nets de trésorerie de financement liés aux activités cédées ou en cours de cession	(195)	+ 11	(184)	1 284	- 277	1 007
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement	(171)	-	(171)	(6 418)	-	(6 418)
Effet de change des activités poursuivies	6	-	6	(48)	-	(48)
Effet de change des activités cédées ou en cours de cession	36	-	36	(44)	-	(44)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	365	-	365	(2 457)	-	(2 457)
Reclassement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie des activités cédées ou en cours de cession	-	-	-	(396)	-	(396)
Trésorerie et équivalents de trésorerie						
Ouverture	3 894	-	3 894	3 894	-	3 894
Clôture	4 259	-	4 259	1 041	-	1 041

- Correspond uniquement à SFR (se reporter à la note 6).
- Tels que publiés dans le Document de référence 2013.